

RAPPORT FINANCIER



RAPPORT D'ACTIVITÉ



EXERCICE 2020

SOMMAIRE

- Présentation du CDG 16.....p. 3
- Bilan Financier général.....p. 9
- Activité des Services.....p. 20
 - Gestion des carrières, Instances, Contrats, Paie, Intérim, Chômage.....p. 22
 - Assurance groupe.....p. 30
 - Emploi, FMPE, Concours, S.M.I.p. 32
 - Relais C.N.R.A.C.L, Comité Médical, Commission de Réforme, CDAS.....p. 36
 - Santé, Prévention, CIMETH, Diététique.....p. 40
 - Comptabilité, Cotisation, Activité syndicale, Informatique.....p. 44
 - Secrétariat – Accueil.....p. 46
 - Entretienp. 48
 - Direction Générale.....p. 50
 - Synthèse.....p. 54
- Perspectives.....p. 55
- Glossaire.....p. 58



LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE CHARENTE

PRESENTATION

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

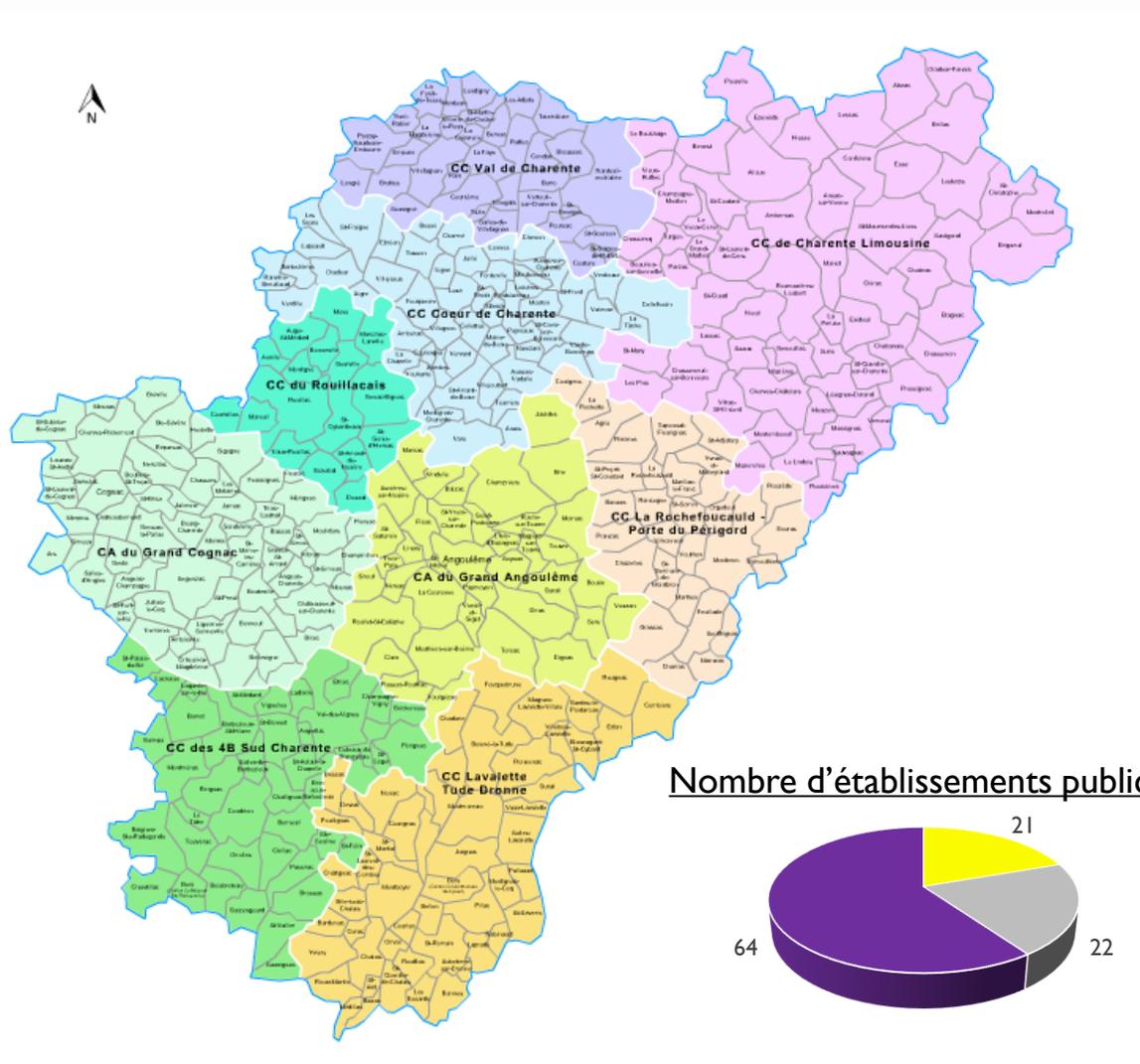
365
communes
affiliées

108
établissements
publics affiliés
dont 28 volontaires

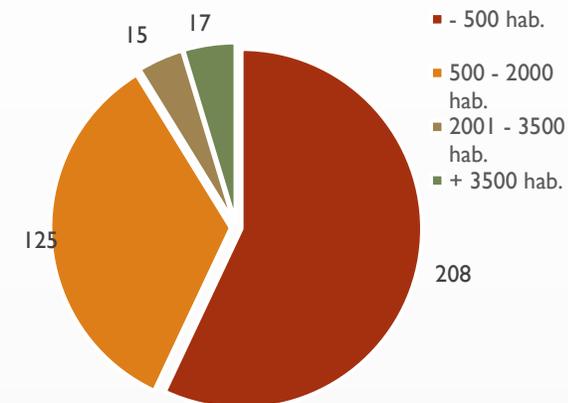
309 977
hab.
(INSEE 2018)

6 193
agents gérés

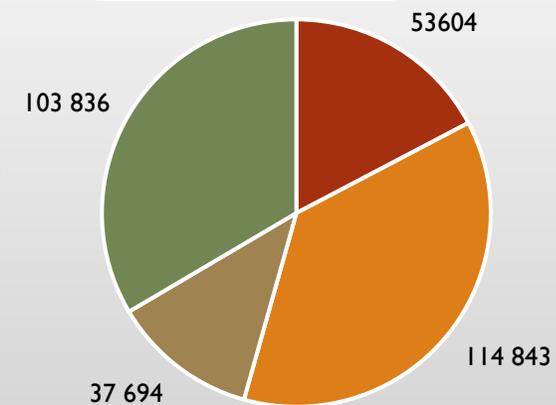
dont
683
contractuels



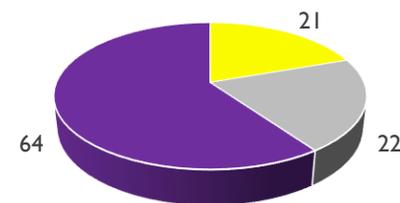
Nombre de communes / strate



Nombre d'habitants



Nombre d'établissements publics



■ E.P.C.I. ■ CCAS/C.I.A.S. ■ Syndicats

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPOSITION
jusqu'au 6 novembre 2020

PRESIDENT : M. Guy BRANCHUT - Conseiller Municipal de BRIE

1ère Vice-Présidente : Mme Monique CHIRON - Maire de VOEUIL-ET-GIGET

2ème Vice-Présidente : Mme Sylviane BUTON - Maire de VERVANT

3ème Vice-Président : M. Michel GERMANEAU - Maire de LINARS

Membres titulaires du Conseil d'Administration :

M. Franck BONNET - Maire de SAINT-FRAIGNE
M. Frédéric BASSET - Maire-Adjoint de VOUHARTE
M. Gérard ROY - Maire de ROULLET - SAINT-ESTEPHE
M. Gilbert CAMPO - Maire d'ASNIERES-SUR-NOUERE
M. Jean-Philippe SALLEE - Maire de BLANZAC-PORCHERESSE
M. Rémy MERLE - Maire de COULGENS
M. James CHABAUTY - Maire de MONTIGNAC-SUR-CHARENTE
M. Frédéric CROS - Maire-Adjoint de SOYAUX
Mme Sylvie MAILLOCHAUD - Maire-Adjointe de BALZAC
M. Christian FAUBERT - Maire de LA PERUSE
M. James RAYMOND - Maire-Adjoint de RIVIERES
M. Jean-Pierre VIGIER - Maire de VOUHARTE
M. Jean-Louis STASIAK - Maire de XAMBES
M. Jean-Marc DE LUSTRAC - Maire de VARS

Représentant les établissements publics :

M. Christian VIGNAUD - Président de la CDC du Rouillacais
M. Max MACCARI - Président du Syndicat Mixte à Vocation Multiple de Champniers
M. Christian CROIZARD - Délégué du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Ruffecois

**C.T./
C.H.S.C.T.**

**Présidente :
Mme CHIRON**

C.A.P. / C.C.P.

**Président :
M. BERTHAULT**

Conseil de discipline
**Président :
M. DELVOLVÉ**

2 C.A. : 28 avril
23 juin

29 délibérations

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPOSITION
Depuis le 6 novembre 2020

PRESIDENT : M. Patrick BERTHAULT- Conseiller Municipal de MAINE-DE-BOIXE

1^{ère} Vice-Présidente : Mme Monique CHIRON - Maire de VOEUIL-ET-GIGET

2^{ème} Vice-Présidente : M. Michel GERMANEAU - Maire de LINARS

3^{ème} Vice-Président : Mme Sylviane BUTON – Conseillère municipale de VERVANT

4^{ème} Vice-Présidente : M. Anna ANDRÉ- Conseillère municipale de LA CHAPELLE

Membres titulaires du Conseil d'Administration :

Collège des communes:

M. Daniel ROUHIER – Conseiller municipal de BRIE
Mme Sylvie MAILLOCHAUD – Adjointe au Maire de BALZAC
M. James CHABAUTY - Maire de MONTIGNAC-SUR-CHARENTE
Mme Françoise GIROUX-MALLOT – Maire de SAINT-AMANT-DE-BOIXE
M. Frédéric BASSET – Maire de VOUHARTE
Mme Fabienne GODICHAUD – Maire de SAINT-MICHEL
M. Fabrice POINT – Maire de CHASSENEUIL-SUR-BONNIEURE
Mme Virginie LEBRAUD – Maire de CHIRAC
M. Michaël CANIT – Maire de SAINT-SORNIN
Mme Brigitte BAPTISTE – Maire de TOUVRE
M. Jérôme DESBROSSE – Conseiller municipal de MONTMOREAU
Mme Françoise DELAGE – Maire de DIGNAC
M. Dominique SOUCHAUD – Maire de SAINT-SULPICE-DE-COGNAC

Collège des établissements publics :

M. Christian BARDET – Président du syndicat mixte d'alimentation en eau du Sud-Charente
Mme Sonia PAPILLAUD – Conseillère syndicale SIVOS Cellettes – Maine-de-Boixe
M. Eric PINAUD – Vice-Président de la CdC de Charente-Limousine

Collège spécifique :

M. Jean-Paul ZUCCHI – Département de la Charente
M. Philippe BOUTY – Département de la Charente
Mme Sandra ROS – Ville d'Angoulême
Mme Sophie FORT – Ville d'Angoulême
Mme Anne-Laure WILLAUMEZ – CCAS d'Angoulême
M. Eric BIOJOUT – Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême

**C.T./
C.H.S.C.T.**

**Présidente :
Mme CHIRON**

C.A.P. / C.C.P.

**Présidente :
Mme ANDRÉ**

Conseil de discipline
**Président :
M. PLAS**

**2 C.A. : 6 novembre
16 décembre**

35 délibérations

LE PERSONNEL

1 stagiaire
28 titulaires/CDI
5 contractuels



83,5
jours de
formation
en 2020

SERVICE CONCOURS – EXAMENS – BOURSE DE
L'EMPLOI – S.M.I –
SÉLECTIONS PROFESSIONNELLES
Armelle ANDRIEUX
Chelsea FORESTIER

SERVICE COMPTABILITÉ / GESTION DES
COTISATIONS / INFORMATIQUE
Françoise MICHEL
Charlène BOURES (départ 11/10/20)

SERVICE ASSURANCE GROUPE / RISQUES
STATUTAIRES
Guylène PAULIAC (départ 30/09/20)
Emmanuel CAILLON
Nathalie GARDAIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Laurent CORNEIL

DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE
Martine LANDRAUD

SECRÉTARIAT / ACCUEIL
Stéphanie PLUYAUD
Manelle BETTAYEB

34 agents
30,8 E.T.P.

12 cat. A
5 cat. B
17 cat. C

SERVICE ENTRETIEN
Valérie NOUVON
Martine CAUTE
Patricia RENDU

Marjorie CHAUVET

SERVICE GESTION DES CARRIÈRES
Caroline DANTON / Sophie DESMET
Audrey CHAUVET / Patricia MARTAGUET-RICHER

SERVICE PAIE / INTÉRIM / CONTRACTUELS
Caroline DANTON
Catherine FRANÇOIS / Romy FENIOU

SERVICE RELAIS C.N.R.A.C.L /
COMITÉ MÉDICAL /
COMMISSION DE RÉFORME
Isabelle DUPEUX (départ 30/09/20)
Nathalie GARDAIS
Charlène BOURES (départ 11/10/20)

SERVICE DE SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

MÉDECIN : Dr ROBLET
SECRÉTARIAT : Ghislaine LANGLET

MÉDECIN : Dr FONTANELLA
SECRÉTARIAT : Maryline MEUNIER

MÉDECIN : Dr JAMMET
SECRÉTARIAT : Véronique BORDRON

MÉDECIN : Dr TAUPIGNON
SECRÉTARIAT : M. MEUNIER / V. BORDRON

CELLULE INSERTION ET MAINTIEN DANS
L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS
HANDICAPÉS (CIMETH)
Elodie CAVROT
SECRÉTARIAT : Josiane BEBIEN

CELLULE PRÉVENTION DES RISQUES
PROFESSIONNELS
Clément DEHARVENGT
Pierre VICTORIN

CELLULE DIÉTÉTIQUE
HYGIÈNE ALIMENTAIRE
Elsa MANANT

LES MISSIONS

Compétences générales

- Tenir à jour la liste nominative des fonctionnaires titulaires et stagiaires des CT affiliées au I/01
- Tenir à jour un dossier individuel par fonctionnaire des CT affiliées (papier ou numérique)
- Assurer l'organisation matérielle des élections des représentants des communes et des établissements publics qui siègent au Conseil d'Administration.
- Prendre en charge les frais d'organisation des concours et examens

Niveau national

Assurer une bourse de l'emploi

COOPERATION AU NIVEAU REGIONAL

Elaborer un schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation

- Organiser des concours et examens pro des catégories A et B
- Assurer la publicité des créations et vacances d'emplois des cat. A et B
- Assurer la prise en charge des FMPE catégories A et B
- Reclasser les fonctionnaires A et B devenus inaptes

- Pour toutes les CT y compris non affiliées**
Pour les CT adhérentes volontaires au socle commun indivisible
- ✓ Mission proposée par le CDGI16

Organiser des concours et examens ainsi que l'établissement des listes d'aptitude

... ?

Etude en cours

OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'EMPLOI

Gérer l'observatoire de l'emploi

- Information sur l'emploi public territorial
- Etablir un bilan de la situation de l'emploi public et de la gestion des RH, élaborer les perspectives à moyen terme d'évolution de l'emploi, des compétences et des besoins de recrutement

MISSIONS OBLIGATOIRES

pour les collectivités affiliées de droit (-350 agents) ou volontaires

- publicité des listes d'aptitude
- publicité des créations et vacances d'emplois de C
- publicité des tableaux d'avancement
- Assurer la prise en charge des Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE) cat. C
- Reclasser les fonctionnaires catégorie C devenus inaptes
- Aider les fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité
- Organiser les Commissions Administratives Paritaires (CAP) et les Conseils de discipline
- Organiser les Commissions Consultatives Paritaires (CCP)
- Organiser les Comités Sociaux Territoriaux (CST)
- Calculer le crédit de temps syndical et le remboursement des charges salariales afférentes
- Assurer le secrétariat des Commissions de Réforme
- Assurer le secrétariat des Comités Médicaux
- Emettre un avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable
- Assurer une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue
- Assurer une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine
- Assurer une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite
- Assurer l'accompagnement personnalisé pour l'élaboration du projet professionnel des agents
- Etablir les lignes directrices de gestion relatives à la Promotion Interne

Cotisation 0,8% masse salariale

Taux de cotisation voté

MISSIONS OPTIONNELLES

- ✓ Assurer toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents pour les CT
 - Tâches administratives ; Missions d'archivage de Numérisation
 - Conseils en organisation
 - Conseils juridiques
- ✓ Mise à disposition d'agents pour des remplacements ou missions temporaires
 - Mise à disposition d'agents pour des missions permanentes
- ✓ Conseil de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (mission ACFI)
 - Recruter des agents cumulant emploi public à TNC et emploi privé
- ✓ Gestion de l'action sociale et contrat groupe de la Protection Sociale Complémentaire
 - Gestion administrative des Comptes Epargne Temps (CET)
- ✓ Organiser des concours et examens pour les CT non affiliés
- ✓ Souscrire des contrats groupe d'assurance des risques statutaires
- ✓ Créer un service de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle
 - Créer un dispositif de signalement pour les agents ou témoins victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter

Tarif / convention



BILAN FINANCIER GÉNÉRAL

EXERCICE 2020

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Section de Fonctionnement - DEPENSES

DEPENSES		C.A. 2019	B.P.2020	C.A. 2020	CA19/CA20
Charges à caractère général	c/011	526 789,92 €	651 020 €	350 733,51 €	-33,4%
Charge de personnel	c/012	3 615 987,34 €	3 841 378 €	2 935 088,92 €	-18,8%
Autres charges de gest° courante	c/65	224 951,55 €	302 948 €	212 640,12 €	-5,5%
Charges financières	c/66	6 318,25 €	7 550 €	5 275,77 €	-16,5%
Charges exceptionnelles	c/67	454,66 €	4 000 €	2 140,87 €	370,9%
Dotations aux amortissements	c/68	38 613,60 €	39 583 €	39 582,97 €	2,5%
FONCTIONNEMENT		4 413 115,32 €	4 846 479 €	3 545 462,16 €	-19,7%

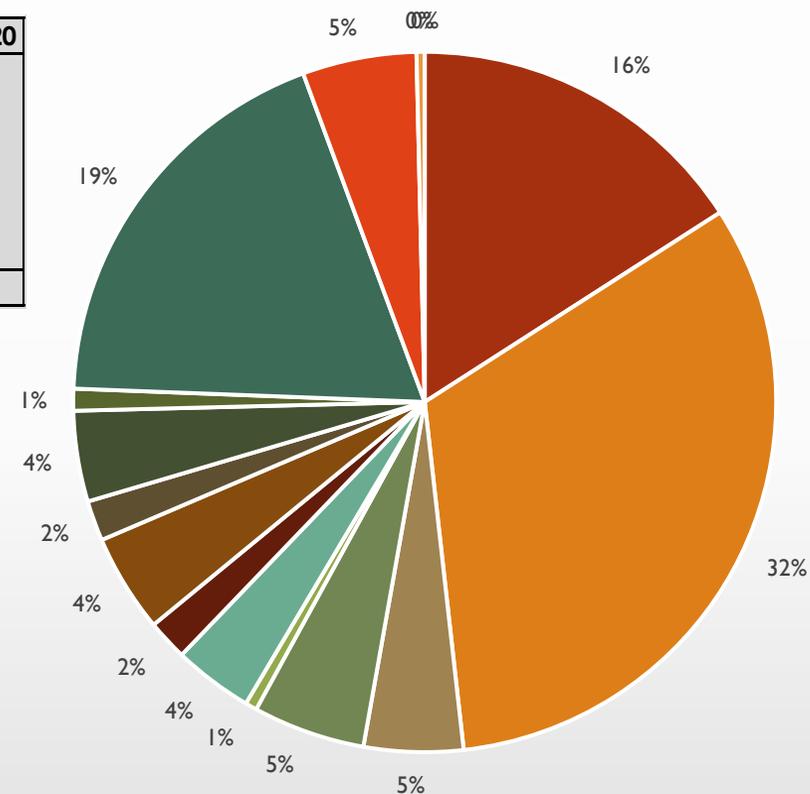
Les dépenses totales de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **73%** du prévisionnel ; la crise sanitaire ayant fortement perturbé l'année.

Elles sont en diminution par rapport à 2019 de **19,7%** sur de nombreux articles, par exemple :

- **-19%** sur les charges de personnel en raison de l'arrêt du service intérim pendant le confinement.
- c/6188 (divers) en lien avec la liquidation du contentieux GO+
- c/6132 (locations immobilières) en raison du report d'épreuves de concours **-59%**
- c/62511 (frais de déplacements) **-31%**

Au contraire, des postes comme les fournitures d'entretien et de petits équipements ont été sollicités pour la mise en place des mesures barrières.

Répartition par activités



- Service Administration Générale
- Service Intérim
- Activités syndicales
- Service Assurance Groupe
- CNAS/CDAS
- Service CM/CR
- Service CNRACL
- Service Concours
- Service Diététique
- CIMETH
- Service Paie à façon
- Service Santé-Prévention
- Service SMI
- PSC
- Déontologue

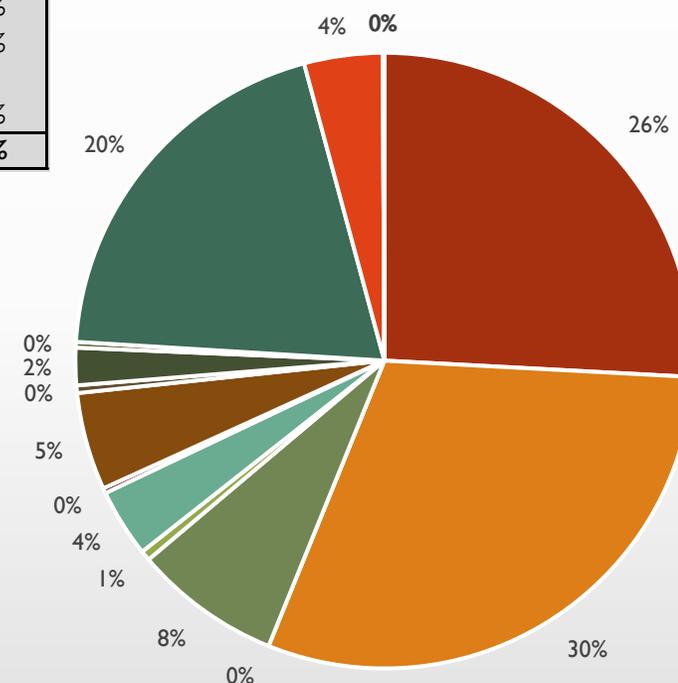
EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Section de Fonctionnement - RECETTES

Excédent 2019 = 650 203,75 €
Excédent 2020 = 690 605,92 €

RECETTES		C.A. 2019	B.P.2020	C.A. 2020	CA19/CA20
Excédent antérieur reporté	c/002	559 597,25 €	600 000 €	600 000,00 €	7,2%
Atténuation de charges	c/013	39 622,90 €	22 400 €	56 639,58 €	42,9%
Produits des activités	c/70	3 900 257,57 €	3 794 683 €	3 194 059,65 €	-18,1%
Dotations, subventions, participations	c/74	258 539,95 €	131 779 €	69 957,66 €	-72,9%
Autres produits de gestion courante	c/75	302 269,07 €	296 917 €	313 969,64 €	3,9%
Produits exceptionnels	c/77	3 032,33 €	700 €	1 441,55 €	-52,5%
FONCTIONNEMENT		5 063 319,07 €	4 846 479 €	4 236 068,08 €	-16,3%

Répartition par activités



- Service Administration Générale
- Service Assurance Groupe
- Service CNRACL
- CIMETH
- Service SMI
- Service Intérim
- CNAS/CDAS
- Service Concours
- Service Paie à façon
- PSC
- Activités syndicales
- Service CM/CR
- Service Diététique
- Service Santé-Prévention
- Déontologue

Les recettes totales de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **87,4%** du prévisionnel.

Elles sont en nette diminution par rapport à 2019 de **-16,3%**, toujours en lien avec le COVID-19 (moindres remboursements des personnels mis à disposition notamment).

Les recettes réelles sont en chute de **19,3%**.

En outre, la subvention reçue du FIPHFP a également été amputée de moitié (**65 300 €** reçus contre **128 800 €** prévus).

Les cotisations sont en hausse (**8,7%**) : au 1^{er} janvier 2020, la ville de COGNAC et son CCAS ont été affiliés.

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Section d'Investissement

INVESTISSEMENT		C.A. 2019	B.P.2020	C.A. 2020	CA19/CA20
Emprunts et dette	c/016	22 649,08 €	32 097 €	28 342,06 €	25,1%
Immo. Incorporelles	c/20	8 516,41 €	211 500 €	9 478,79 €	11,3%
Immo. Corporelles	c/21	24 181,15 €	83 014 €	35 307,29 €	46,0%
Immo. En cours	c/23	0,00 €	0 €	0,00 €	0,0%
Participation, créances	c/26	0,00 €	0 €	0,00 €	0,0%
INVESTISSEMENT		55 346,64 €	326 611 €	73 128,14 €	32,1%

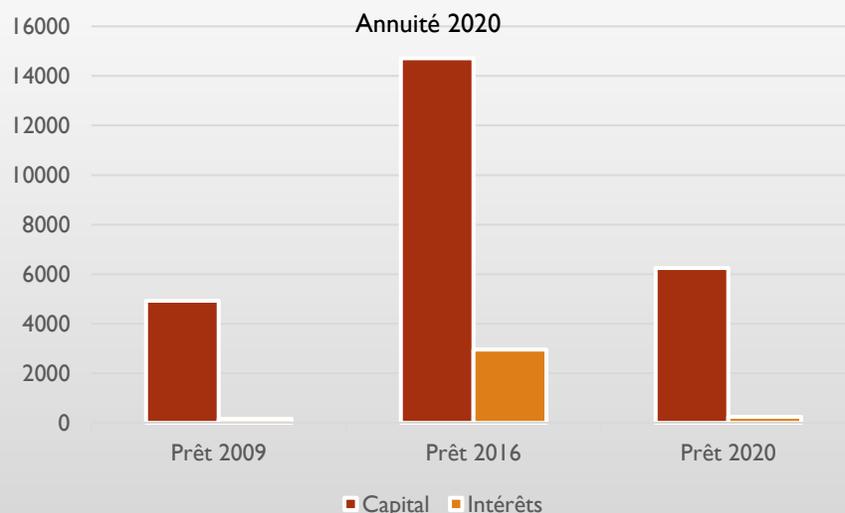
Les dépenses réelles d'investissement comprennent :

- Le remboursement de 3 emprunts pour un total de **25 946,14 €** de capital en 2020
- Des moyens informatiques et logiciel : **9 478,79 €**
- L'achat d'un véhicule : **15 963,24 €**
- Des travaux sur bâtiment : **10 168,52 €**

131 668 € de Restes à Réaliser (acquisition de progiciels) seront reportés sur l'exercice 2021

Etat de la dette au 31/12 :

CRD = 249 926 €



INVESTISSEMENT		C.A. 2019	B.P.2020	C.A. 2020	CA19/CA20
Excédent de fonctionnement capitalisé	c/1068	0,00 €	50 204 €	50 203,75 €	
Dotations, fonds divers	c/10	5 284,69 €	4 850 €	4 853,98 €	-8,2%
Emprunts	c/16	2 395,92 €	202 420 €	201 908,12 €	8327,2%
Opération de section à section	c/40	38 613,60 €	39 583 €	39 582,97 €	2,5%
Solde d'exécution excédentaire	c/001	38 606,54 €	29 554 €	29 554,11 €	
INVESTISSEMENT		84 900,75 €	326 611 €	326 102,93 €	284,1%

L'exercice 2020 a vu la souscription d'un emprunt de **200 000 €** pour le financement des investissements numériques.

50 203,75 € d'excédents de fonctionnement avaient été capitalisés.

L'excédent antérieur reporté (29 554,11) est porté à **252 974,79 €**.

SITUATION FINANCIÈRE

Résultat de l'exercice

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution moyenne annuelle
Report N-1	816 219,49 €	816 763,70 €	522 161,02 €	626 757,02 €	794 668,95 €	559 597,25 €	600 000,00 €	-5,00%
Recettes Réelles	4 595 262,77 €	4 150 087,51 €	4 552 943,79 €	4 842 622,89 €	4 282 774,12 €	4 500 714,15 €	3 633 672,16 €	-3,84%
Dépenses Réelles	4 489 921,16 €	4 371 221,26 €	4 333 509,72 €	4 621 451,84 €	4 480 153,01 €	4 372 105,80 €	3 503 483,27 €	-4,05%
Résultat de l'exercice	105 341,61 €	-221 133,75 €	219 434,07 €	221 171,05 €	-197 378,89 €	128 608,35 €	130 188,89 €	3,59%

Sur la période observée les dépenses diminuent davantage que les recettes. Il n'y a donc pas d'effet ciseau et le résultat est amélioré malgré des passages en négatif puis en positif, selon les versements FIPHFP.

Le résultat de l'exercice demeure stable mais assez faible au regard de la masse des recettes puisqu'il représente moins de 4% de celles-ci.

Evolution de l'excédent brut

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution moyenne annuelle
Produits de gestion	4 536 792,86 €	4 106 780,62 €	4 499 150,72 €	4 815 849,52 €	4 223 683,55 €	4 461 066,59 €	3 577 986,95 €	-3,88%
Charges de gestion	4 437 843,94 €	4 334 823,09 €	4 289 976,82 €	4 589 230,51 €	4 415 212,97 €	4 331 113,58 €	3 449 776,67 €	-4,11%
Excédent brut de fonctionnement	98 948,92 €	-228 042,47 €	209 173,90 €	226 619,01 €	-191 529,42 €	129 953,01 €	128 210,28 €	4,41%

Produits et charges de gestion sont en replis sur les 6 derniers exercices.

L'excédent brut est stabilisé par rapport à 2019 dans un contexte particulier cette année.

SITUATION FINANCIÈRE

Constitution de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

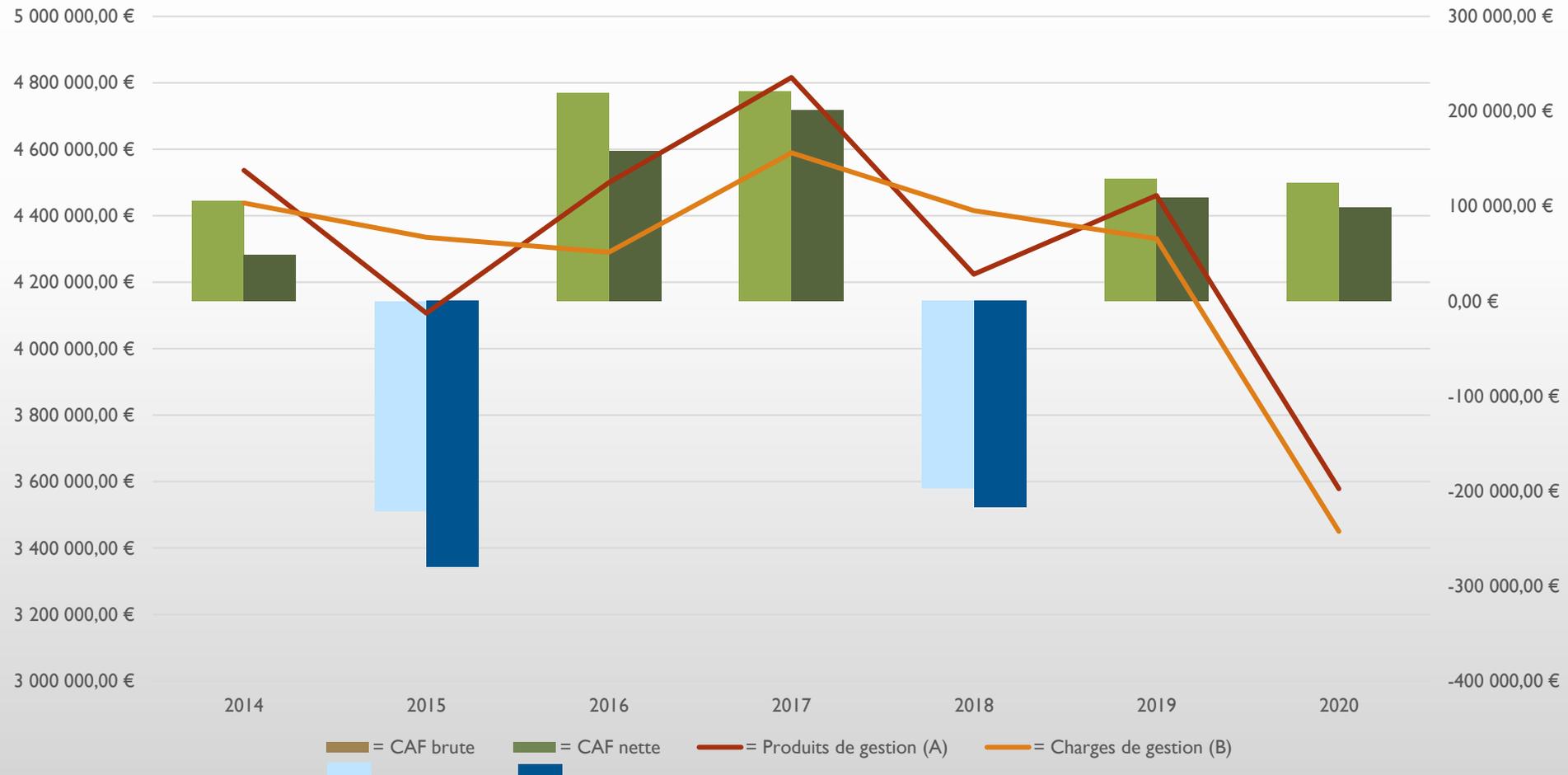
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2014/2020
Ressources d'exploitation	4 022 441,35 €	3 714 312,58 €	3 763 444,12 €	4 195 371,04 €	3 845 730,80 €	3 900 257,57 €	3 194 059,65 €	-20,59%
Dotations, subvention, participations	244 650,36 €	54 691,00 €	375 897,16 €	247 500,89 €	68 535,18 €	258 539,95 €	69 957,66 €	-71,41%
Autres	269 701,15 €	337 777,04 €	359 809,44 €	372 977,59 €	309 417,57 €	302 269,07 €	313 969,64 €	16,41%
= Produits de gestion (A)	4 536 792,86 €	4 106 780,62 €	4 499 150,72 €	4 815 849,52 €	4 223 683,55 €	4 461 066,59 €	3 577 986,95 €	-21,13%
Charges à caractère général	527 397,77 €	645 517,69 €	606 535,03 €	536 863,66 €	578 851,37 €	526 789,92 €	350 733,51 €	-33,50%
Charges de personnel (nettes =c/012-64198)	3 742 889,95 €	3 480 176,19 €	3 450 955,32 €	3 804 918,85 €	3 572 775,80 €	3 579 372,11 €	2 886 403,04 €	-22,88%
Autres charges de gestion	167 556,22 €	209 129,21 €	232 486,47 €	247 448,00 €	263 585,80 €	224 951,55 €	212 640,12 €	26,91%
= Charges de gestion (B)	4 437 843,94 €	4 334 823,09 €	4 289 976,82 €	4 589 230,51 €	4 415 212,97 €	4 331 113,58 €	3 449 776,67 €	-22,26%
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	98 948,92 €	-228 042,47 €	209 173,90 €	226 619,01 €	-191 529,42 €	129 953,01 €	128 210,28 €	29,57%
en % des produits de gestion	2,18%	-5,55%	4,65%	4,71%	-4,53%	2,91%	3,58%	64,29%
Résultat financier réel	12 894,96 €	10 139,09 €	7 286,75 €	5 261,54 €	4 716,41 €	3 922,33 €	2 879,85 €	-77,67%
Autres produits et charges exceptionnels réels	19 287,65 €	17 047,81 €	17 627,42 €	-186,42 €	-1 133,06 €	2 577,67 €	-699,32 €	-103,63%
= CAF brute	105 341,61 €	-221 133,75 €	219 514,57 €	221 171,05 €	-197 378,89 €	128 608,35 €	124 631,11 €	18,31%
en % des produits de gestion	2,32%	-5,38%	4,88%	4,59%	-4,67%	2,88%	3,48%	50,02%
Annuité en capital de la dette	56 854,12 €	58 870,04 €	60 982,43 €	19 782,10 €	19 587,28 €	19 641,41 €	25 946,14 €	-54,36%
= CAF nette	48 487,49 €	-280 003,79 €	158 532,14 €	201 388,95 €	-216 966,17 €	108 966,94 €	98 684,97 €	103,53%

Ici encore les fortes variations annuelles de la CAF sont à mettre en parallèle avec les versements du FIPHFP. Malgré un léger tassement cette année, la CAF demeure positive, alors que la subvention du FIPHFP a été amputée.

SITUATION FINANCIÈRE

Constitution de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Produits/charges



SITUATION FINANCIÈRE

Evolution des ressources d'exploitation

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2014/2020
Cotisations	909 974,08 €	944 368,81 €	954 211,63 €	972 129,16 €	999 251,67 €	1 041 796,61 €	1 132 568,00 €	24,46%
Produits cotisation affiliés obligatoires	817 930,75 €	848 872,72 €	844 190,33 €	874 231,08 €	897 131,14 €	936 443,72 €	1 017 955,24 €	24,45%
Produits cotisation additionnelle	92 043,33 €	95 496,09 €	110 021,30 €	97 898,08 €	102 120,53 €	105 352,89 €	114 612,76 €	24,52%
<i>Poids des cotisations / ressources d'exploitation</i>	<i>21,71%</i>	<i>23,76%</i>	<i>23,60%</i>	<i>22,41%</i>	<i>24,70%</i>	<i>25,64%</i>	<i>33,11%</i>	<i>52,51%</i>
Mise à disposition de personnel facturée	2 352 743,55 €	1 990 896,09 €	2 040 920,66 €	2 280 353,85 €	1 992 838,10 €	1 996 351,65 €	1 239 523,48 €	-47,32%
<i>Poids des MàD / ressources d'exploitation</i>	<i>56,13%</i>	<i>50,09%</i>	<i>50,47%</i>	<i>52,57%</i>	<i>49,25%</i>	<i>49,13%</i>	<i>36,24%</i>	<i>-35,44%</i>
Autres prestations de service <small>(c/760638+7068+75881)</small>	928 762,25 €	1 039 364,32 €	1 048 866,20 €	1 085 035,97 €	1 054 168,39 €	1 024 899,40 €	1 048 627,77 €	12,91%
<i>Poids des autres prestations / ressources d'exploitation</i>	<i>22,16%</i>	<i>26,15%</i>	<i>25,94%</i>	<i>25,02%</i>	<i>26,05%</i>	<i>25,22%</i>	<i>30,66%</i>	<i>38,35%</i>
= Ressources d'exploitation	4 191 479,88 €	3 974 629,22 €	4 043 998,49 €	4 337 518,98 €	4 046 258,16 €	4 063 047,66 €	3 420 719,25 €	-18,39%

Les ressources d'exploitation du CDG16 sont constituées pour un-tiers par les cotisations dont le produit cumulé croît de près de **25%** sur la période, alimenté par l'évolution de la masse salariale des collectivités et l'affiliation de COGNAC.

Au contraire, les mises à disposition de personnel refacturées, qui représentent autour de **36%** de la ressource du Centre (50% en 2019), sont en perte de vitesse.

Les autres prestations de service, à savoir les conventions Médecine/Prévention, diététique, assurance, pèsent pour environ **30%** des ressources et évoluent positivement de près de **13%** sur la période.

SITUATION FINANCIÈRE

Evolution des charges de personnel

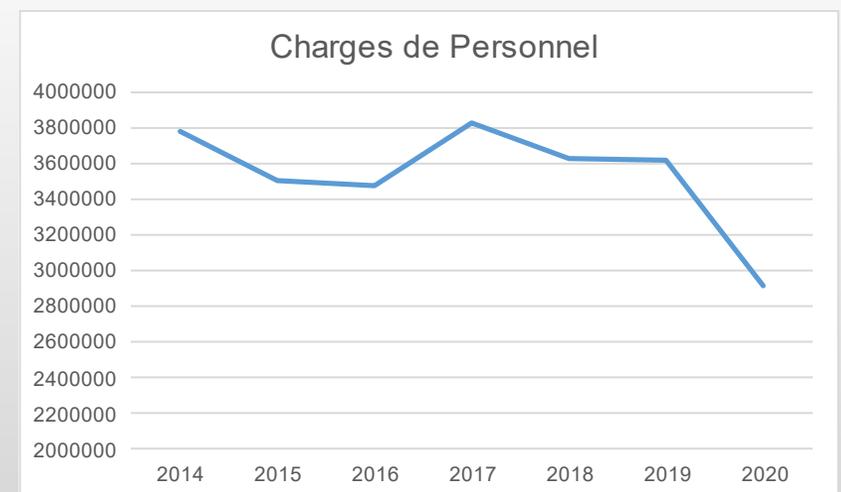
EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2014/2020
Charges de personnel (c/012)	3 781 266,73 €	3 505 824,80 €	3 474 757,58 €	3 829 913,37 €	3 629 987,60 €	3 615 987,34 €	2 935 088,92 €	-22,38%
Remb. Personnel mis à dispo (c/70842)	2 352 743,55 €	1 990 896,09 €	2 040 920,66 €	2 280 353,85 €	1 992 838,10 €	1 996 351,65 €	1 239 523,48 €	-47,32%
Remb. FMPE (c/746)	51 449,53 €	52 569,54 €	40 252,66 €	83 301,89 €	33 709,60 €	315,99 €	0,00 €	-100,00%
Remb. Assurance risques stat et sécu (c/64198)	38 376,78 €	25 648,61 €	23 802,26 €	24 994,52 €	57 211,80 €	36 615,23 €	48 685,88 €	26,86%
= Charges nettes de personnel	2 314 366,77 €	1 965 247,48 €	2 017 118,40 €	2 255 359,33 €	1 935 626,30 €	1 959 736,42 €	1 190 837,60 €	-48,55%
<i>en % des produits de gestion</i>	<i>51,01%</i>	<i>47,85%</i>	<i>44,83%</i>	<i>46,83%</i>	<i>45,83%</i>	<i>43,93%</i>	<i>33,28%</i>	<i>-34,76%</i>

En 2020, il n'y avait plus de Fonctionnaire Momentanément Privé d'Emploi (FMPE) pris en charge par le CDG16.

Les charges de personnel qui représentent entre 80 et 85% des charges de gestion sont tirées à la baisse par l'activité du service Intérim.

Les charges de personnel des agents du Centre représentent 56,7% des charges et 47,5% des dépenses réelles de fonctionnement.

La cotisation d'assurance des risques statutaires s'élève à 45 123 € pour 42 247 € de remboursements.



SITUATION FINANCIÈRE

Section d'Investissement

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2014/2020
Excédent N-1	958 803,27 €	872 408,40 €	536 531,83 €	673 572,75 €	794 668,95 €	559 597,25 €	650 203,75 €	-32,19%
Report à nouveau	816 219,49 €	816 763,70 €	522 161,02 €	626 757,02 €	794 668,95 €	559 597,25 €	600 000,00 €	-26,49%
Affectation réserve (invest.)	142 583,78 €	55 644,70 €	14 370,81 €	46 815,73 €	0,00 €	0,00 €	50 203,75 €	-64,79%

Il n'y a pas eu d'opération majeure d'investissement sur la période ; la dernière remontant à 2008-2009 avec la rénovation des bâtiments du siège du Centre.

Les dernières immobilisations notables remontent à 2014 avec l'acquisition du logiciel Médecine (45 000 €) ; 2015 avec l'acquisition du système de visioconférence et de tablettes ; 2016-2017 avec des travaux de mise en accessibilité des locaux financés en grande partie par un emprunt (30 000 €).

En 2020, l'excédent de fonctionnement a été partiellement capitalisé en section d'investissement afin de participer au financement des acquisitions logicielles et informatiques.

Fond de roulement

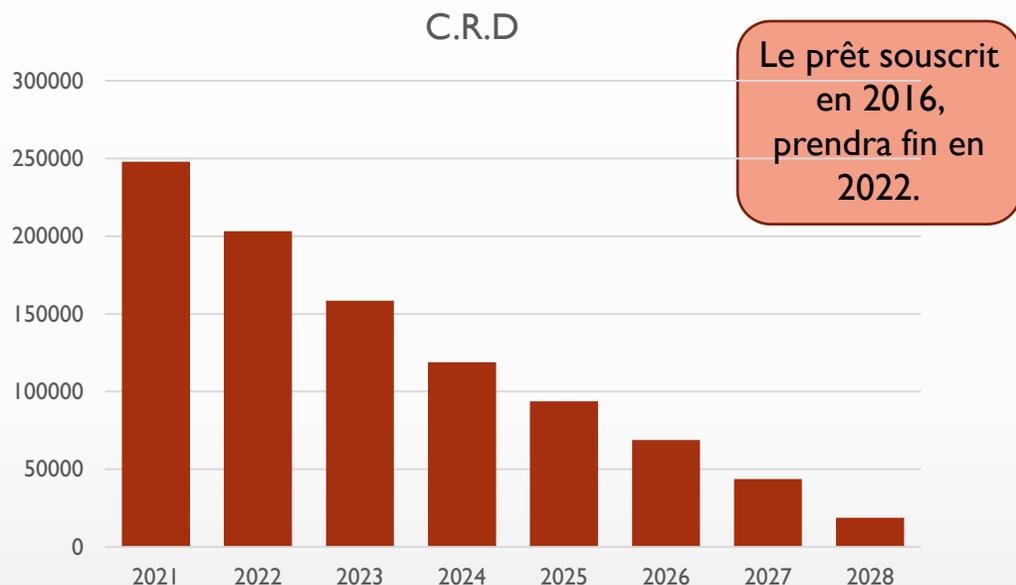
Le fond de roulement enregistre une augmentation en raison de la mobilisation de l'emprunt et du report des dépenses afférentes. Il atteint une valeur tout à fait satisfaisante de **941 672,59 €**.

Trésorerie

La trésorerie au 31/12 d'un montant de **797 450,44 €** connaît une hausse de 65% par rapport à la même date 2019.

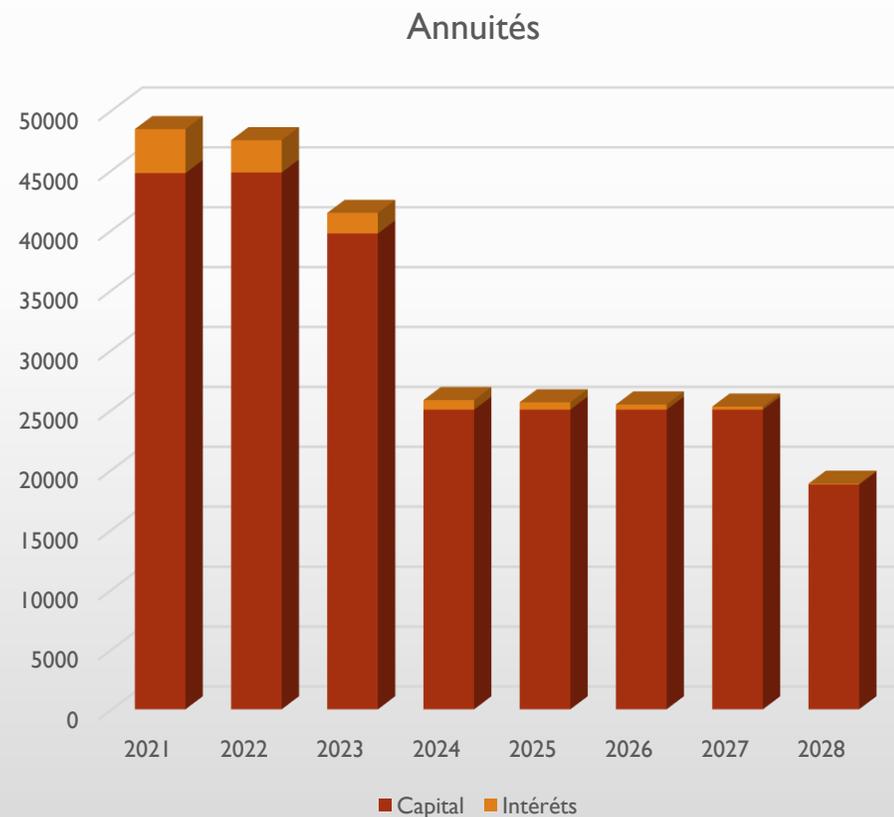
SITUATION FINANCIÈRE

Endettement



	CRD	Capital	Intérêts
2021	248018,19	44751,48	3678,3
2022	203266,71	44806,03	2699,9
2023	158460,68	39710,68	1720,89
2024	118750	25000	798,44
2025	93750	25000	615,94
2026	68750	25000	433,44
2027	43750	25000	250,94
2028	18750	18750	68,44

L'endettement du CDG16 est particulièrement faible. Le paiement des intérêts ne représente que **0,7%** des DRF et la capacité dynamique de désendettement est de **1 an et 11 mois / CAF**.





ACTIVITÉ DES SERVICES

EXERCICE 2020

PRÉAMBULE

- Les analyses de coûts par service découlent d'une comptabilité analytique en cours de réajustement.
- La réorganisation des services implique une remise à plat globale.
- Or, celle-ci s'effectue par étapes progressives.
- Aussi, une nouvelle grille analytique devra être établie en 2021.
- Elle visera à représenter le plus fidèlement les financements et coûts de services.
- Dans l'attente et afin de conserver des éléments de comparaison, les résultats 2020 sont bâtis selon la même structure que les années précédentes.

Gestion des carrières

Instances –

Paye –

Intérim –

Chômage –

P.S.C.

Marjorie CHAUVET

Caroline DANTON

Sophie DESMET

Audrey CHAUVET-BOUCHEZ

Patricia MARTAGUET-RICHER

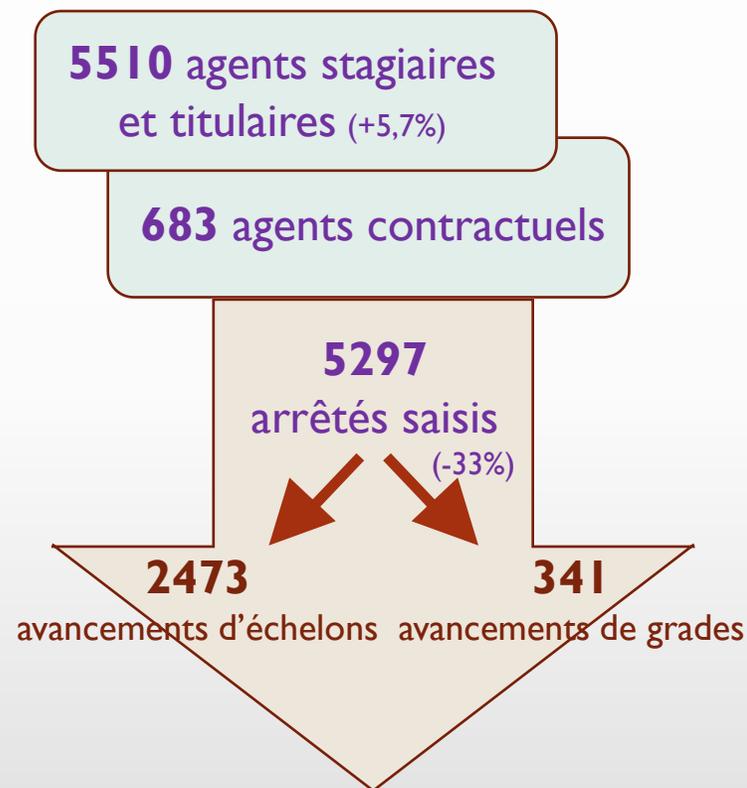
Catherine FRANÇOIS

Romy FENIOU

Manelle BETTAYEB

Elsa MANANT

GESTION DES CARRIÈRES



209 calculs de reprises de services (-16%)

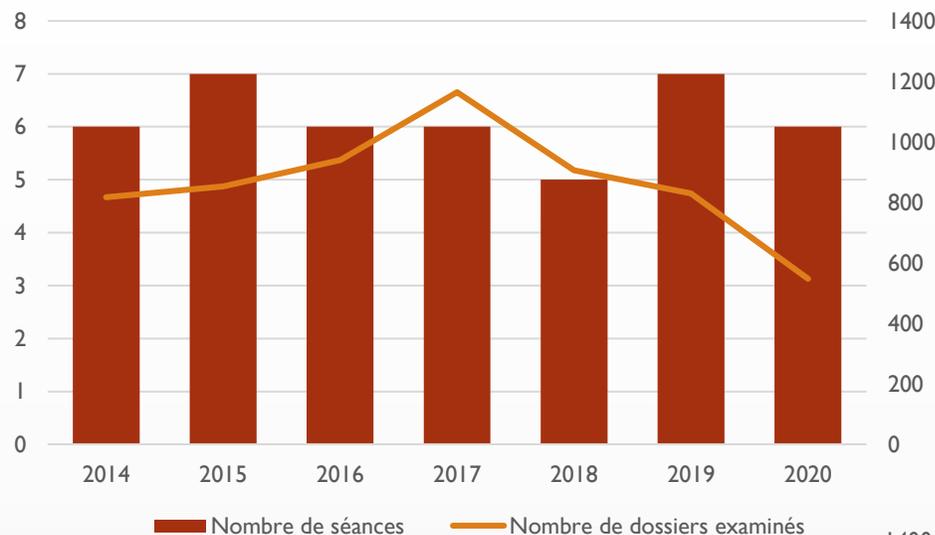
9 309 documents scannés (-21,6%)
dont
851 entretiens prof.
1466 arrêtés de reclassement PPCR

Lignes directrices de Gestion

- Un gros travail de conseils et d'accompagnement a été effectué par le service afin d'aider les collectivités à élaborer leurs LDG.
- En outre, les LDG relatives à la promotion interne ont été élaborées avec un groupe de travail et dialogue social avec les organisations syndicales.
- Le CDG 16 a adopté ses propres LDG fin décembre.

CONSEIL STATUTAIRE

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE

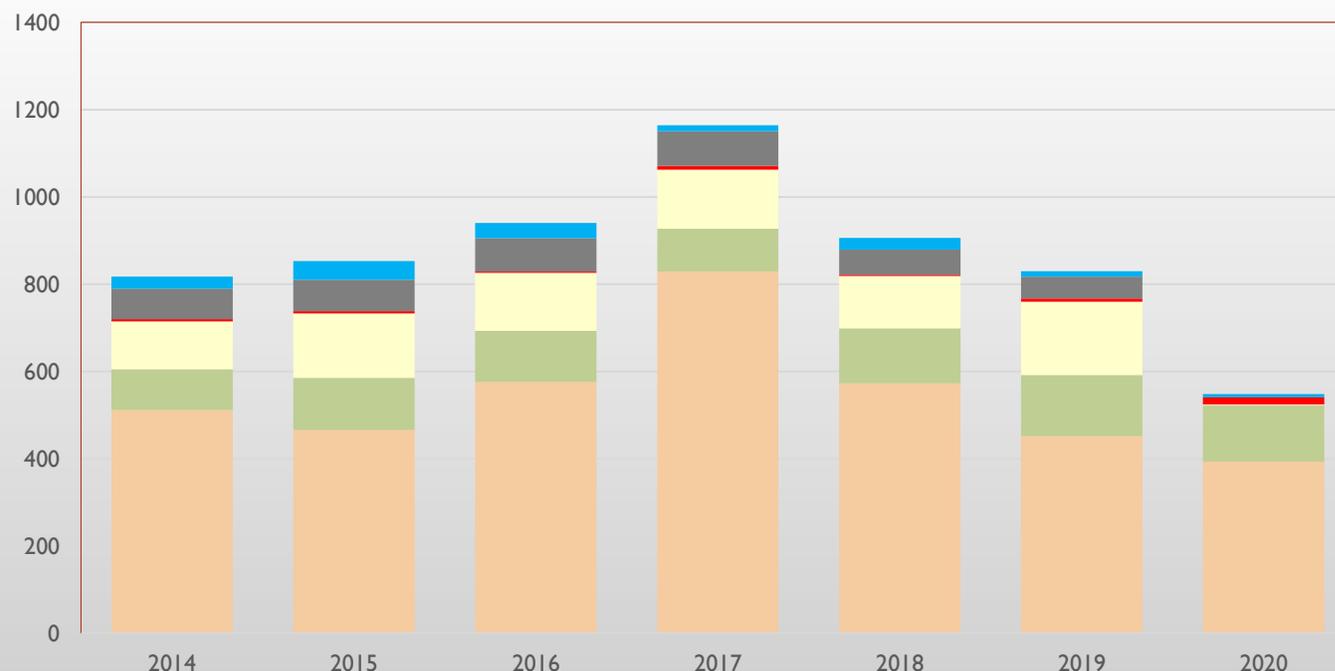


**I Conseil de discipline
contre 12 en 2019**

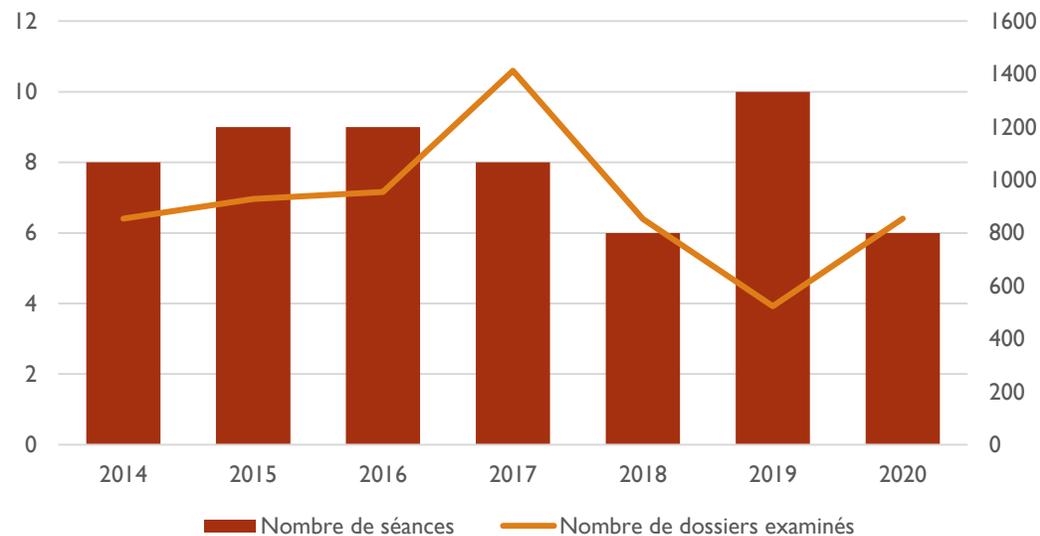
**I séance de la C.C.P.
pour 2 dossiers d'agents
contractuels de catégories A et C**

La loi de Transformation de la Fonction Publique d'Août 2019 est venue modifier substantiellement les compétences de la CAP, dès le 1^{er} janvier 2020. Celle-ci se trouve recentrer sur les décisions défavorables aux agents. En particulier, les LDG retirent à partir du 1^{er} janvier 2021, les avis sur les avancements et les P.I., soit le plus grand nombre de saisines.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Demandes d'avancement de grade	512	466	576	829	573	452	393
Demandes de promotion interne	93	119	117	98	126	140	129
Demande d'avis concernant des mises en disponibilité, détachement, intégration après détachement, intégration directe	110	148	133	135	120	168	2
Prorogations de stage ; refus de titularisation, licenciement en cours de stage	5	5	3	9	3	7	17
Mises à disposition	70	72	76	79	57	50	0
Divers. Depuis 2020 : demande de révision d'entretien pro, licenciement pour inaptitude...	27	43	35	14	27	13	7



COMITÉ TECHNIQUE

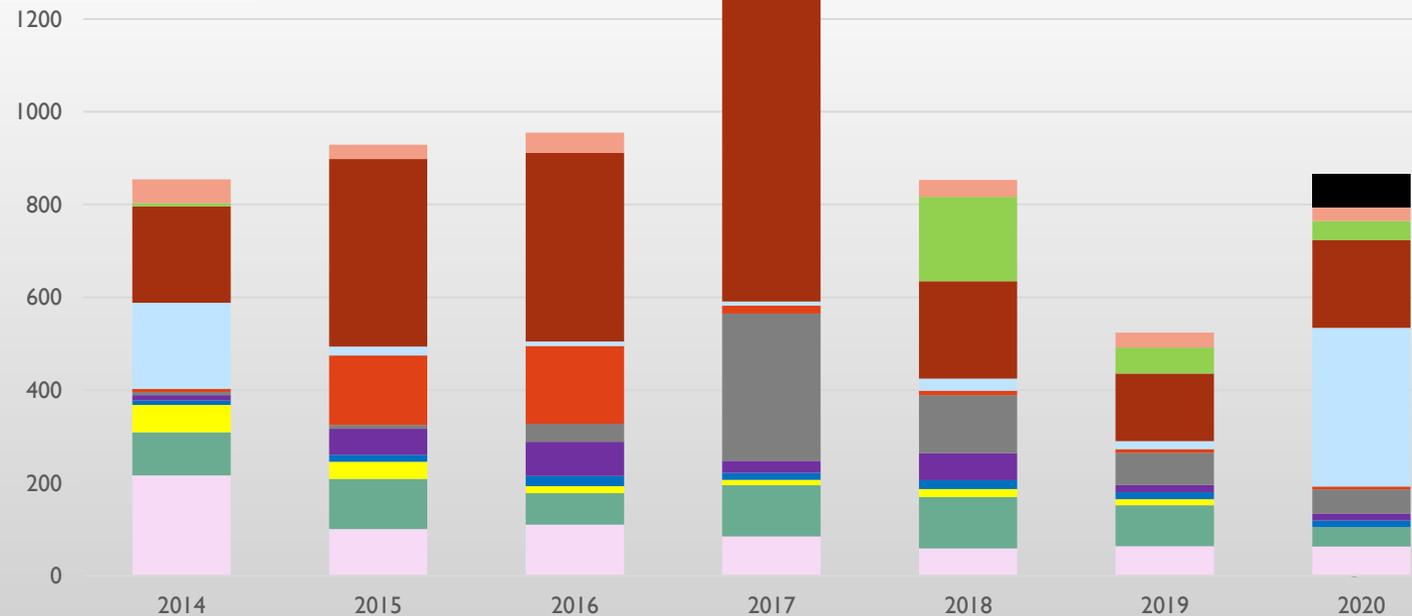


Plusieurs exercices sont marqués par la mise en œuvre de nouveaux dispositifs (CET, journée de solidarité, entretien professionnel, ratios d'avancement de grades, RIFSEEP, nouveaux rythmes scolaires...)

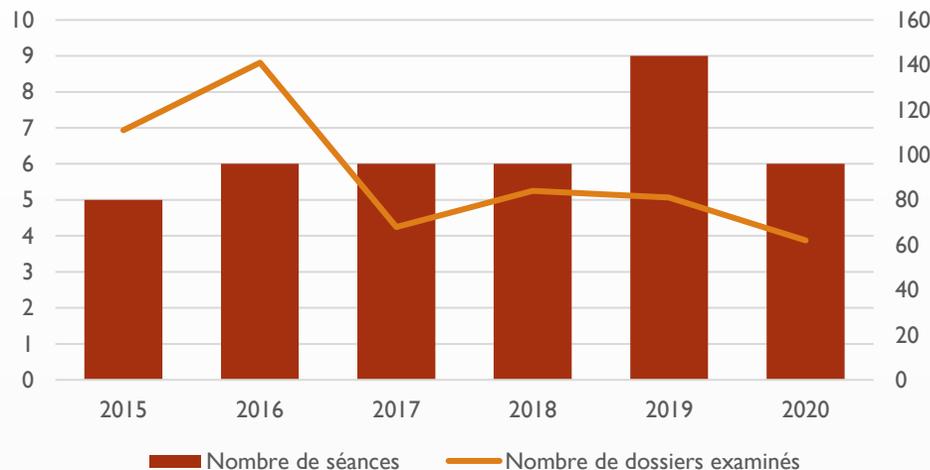
Comme 2014, 2020 se caractérise par la campagne de mandats pour le conventionnement à la Protection Sociale Complémentaire, soit 40% des avis du comité.

Le dernier C.T. de l'année a également vu soumises, les premières Lignes Directrices de Gestion.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Modification du temps de travail	216	101	110	85	59	64	63
Suppression / Créations d'emplois	93	108	68	110	111	88	42
Aménagement / Organisation du temps de travail / Réforme des rythmes scolaires	59	37	15	12	17	13	15
Compte Epargne Temps	10	15	22	15	19	15	14
Réorganisation des services	11	56	74	26	58	16	15
Régime indemnitaire	7	8	39	317	125	69	52
Mise en place de l'entretien professionnel	7	150	167	17	10	8	6
Participation à la protection sociale complémentaire	185	19	10	9	26	17	342
Ratios avancement de grade	208	404	406	719	210	146	189
Suivi avis C.T	7	0	0	72	182	56	42
LDG							71
Divers / Autres	51	31	44	31	36	32	29



C.H.S.C.T.

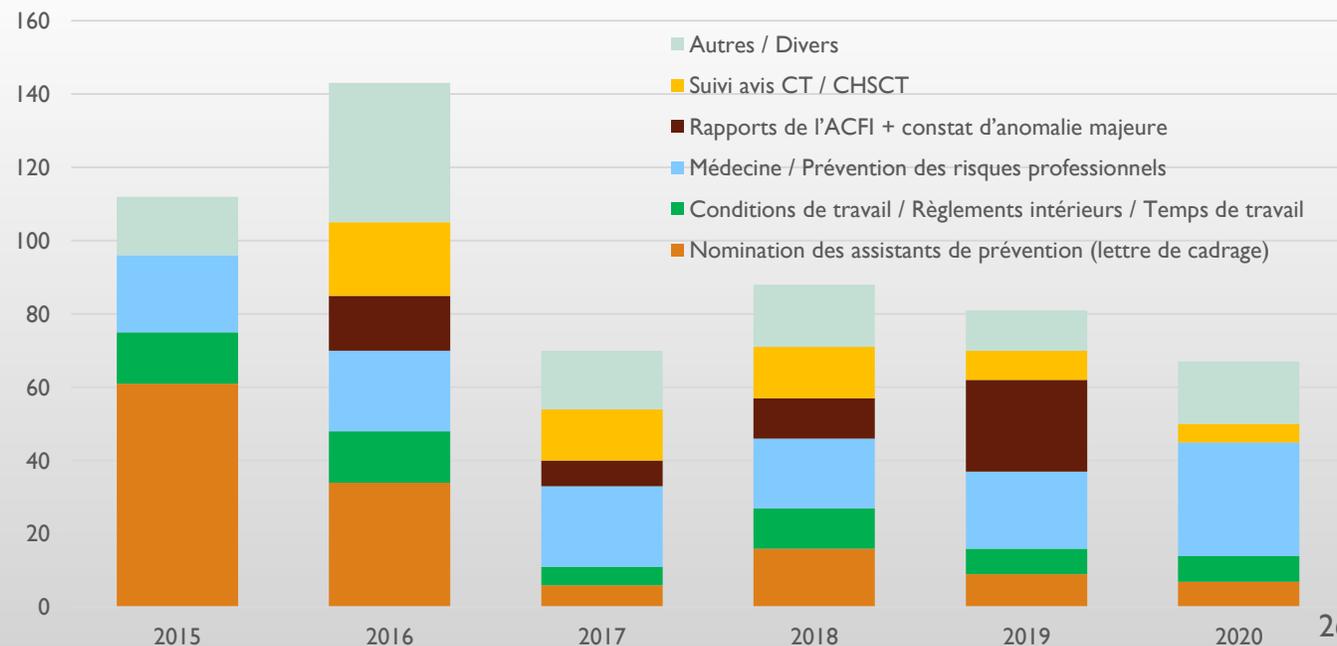


L'activité du CHSCT est comparable aux années précédentes malgré les impacts de la crise sanitaire.

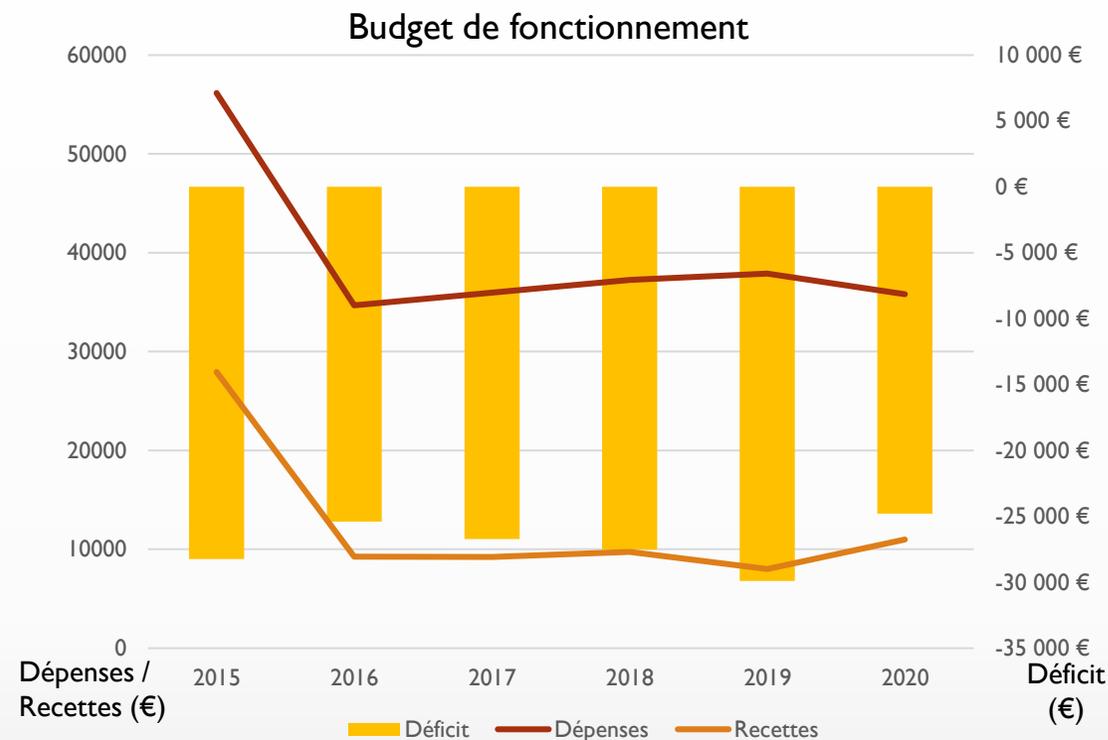
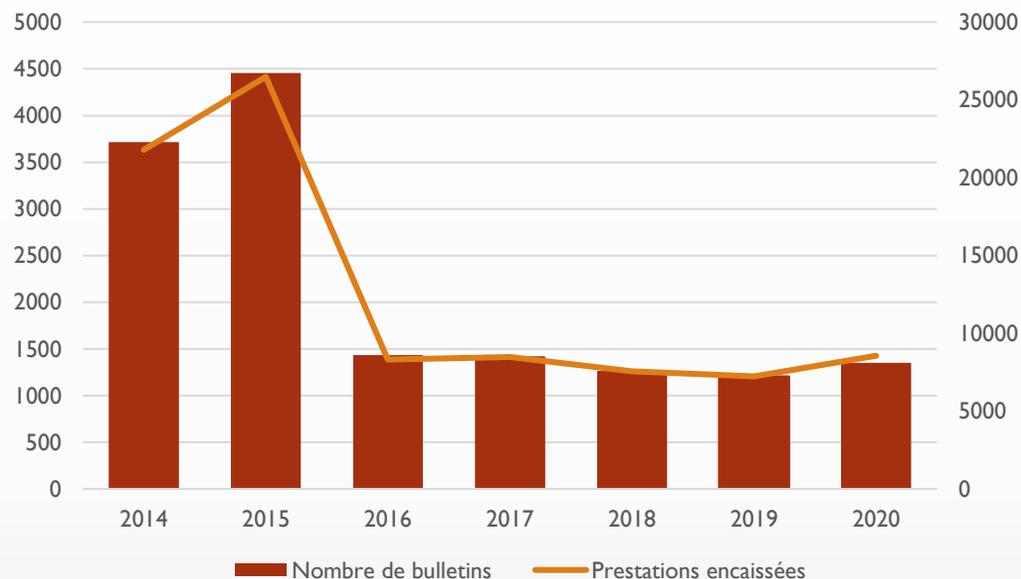
Les mesures prises en urgence, comme les PCA ou PRA, n'ont généralement pas fait l'objet d'une saisine de l'instance ; le pragmatisme ayant primé dans une logique de priorité donnée à la préservation de la santé.

Néanmoins, une sensibilisation du service Prévention pourrait encourager les collectivités à « régulariser » leurs plans pour l'avenir.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Construction, aménagement et entretien des lieux de travail / Mise en accessibilité	3	5	1	2	1	0
Nomination des assistants de prévention (lettre de cadrage)	61	34	6	16	9	7
Conditions de travail / Règlements intérieurs / Temps de travail	14	14	5	11	7	7
Rapports d'activités des médecins de prévention	3	2	2	6	3	23
Prévention des risques professionnels	18	20	20	13	18	8
Questions diverses	3	10	4	3	2	4
Rapports de l'ACFI + constat d'anomalie majeure	/	15	7	11	25	0
Registre de santé et sécurité au travail	/	12	/	/	/	/
Enquêtes suite à accidents du travail, maladie professionnelle / Visites de locaux	7	5	6	4	3	1
Rapports suite à commission d'enquête	/	4	3	5	/	/
Suivi avis CT / CHSCT	/	20	14	14	8	5
Environnement physique du travail	/	/	/	1	/	/
Lettre de prévention	/	/	/	2	5	4
Mesures liées au COVID-19						8
TOTAL	109	141	68	88	81	67



PAIES A FAÇON



	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de coll adhérentes	16	13	13	11	11	11

2015 : Départ du Grand Cognac, Charras et CIAS La Couronne. Arrivée de Chassenon

2016 : Dissolution du SIAEP Argenton

2017 : Départs de l'ATD16 et Fouquebrune. Arrivée de Charente numérique

2019 : Départ de Paizay-Naudouin-Embourie (7 paies) -1/07-

2020 : Arrivée de Verrières (8 paies)

2021 : Arrivée de l'EHPAD de Fléac (35 paies)

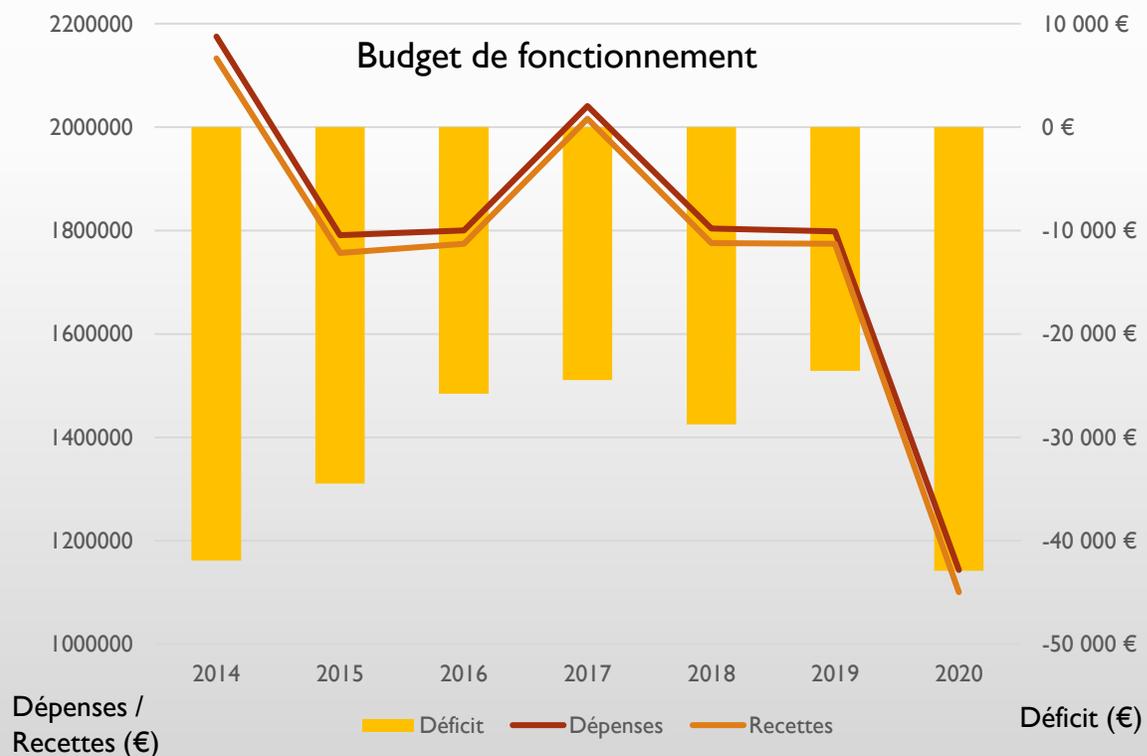
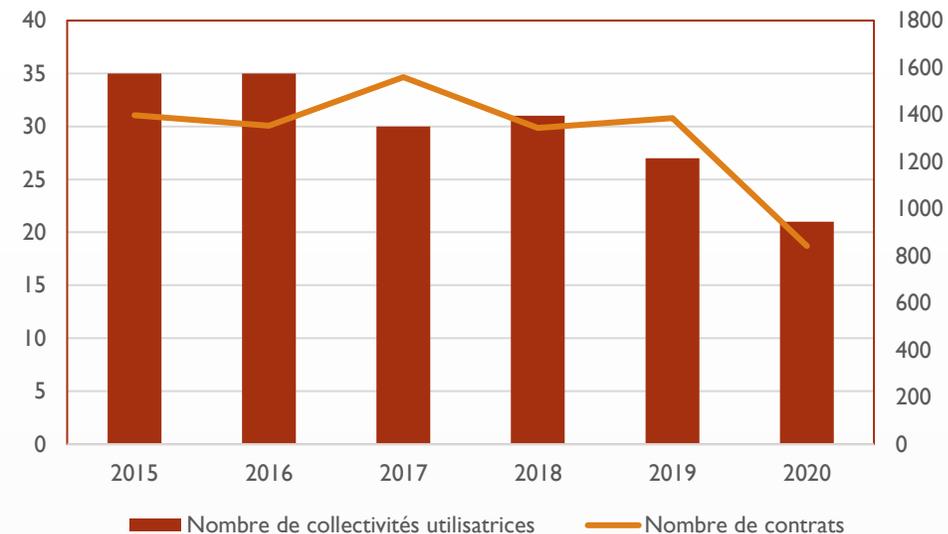
Avec un tarif au bulletin très bas (6€), le Centre de Gestion fait le choix de la solidarité envers les plus petites structures sans pour autant être très attractif avec seulement 11 adhérents.

Ce service manque probablement de valorisation et de communication afin que la mutualisation prenne tout son sens.

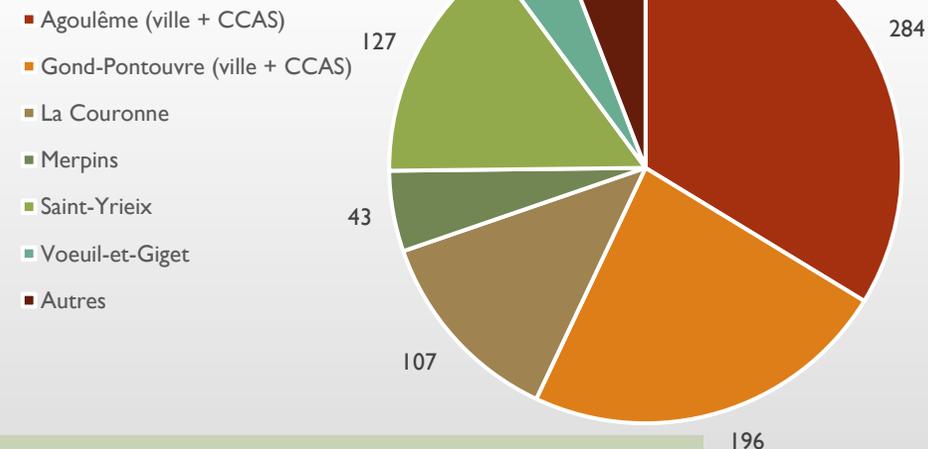
Une plaquette de présentation sera diffusée en 2021.

INTÉRIM

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de collectivités utilisatrices	35	35	30	31	27	21
Nombre d'intérimaires recrutés	252	256	253	226	242	192
Nombre de contrats	1398	1353	1559	1344	1385	842
Nombre d'avenants	214	244	110	17	19	18



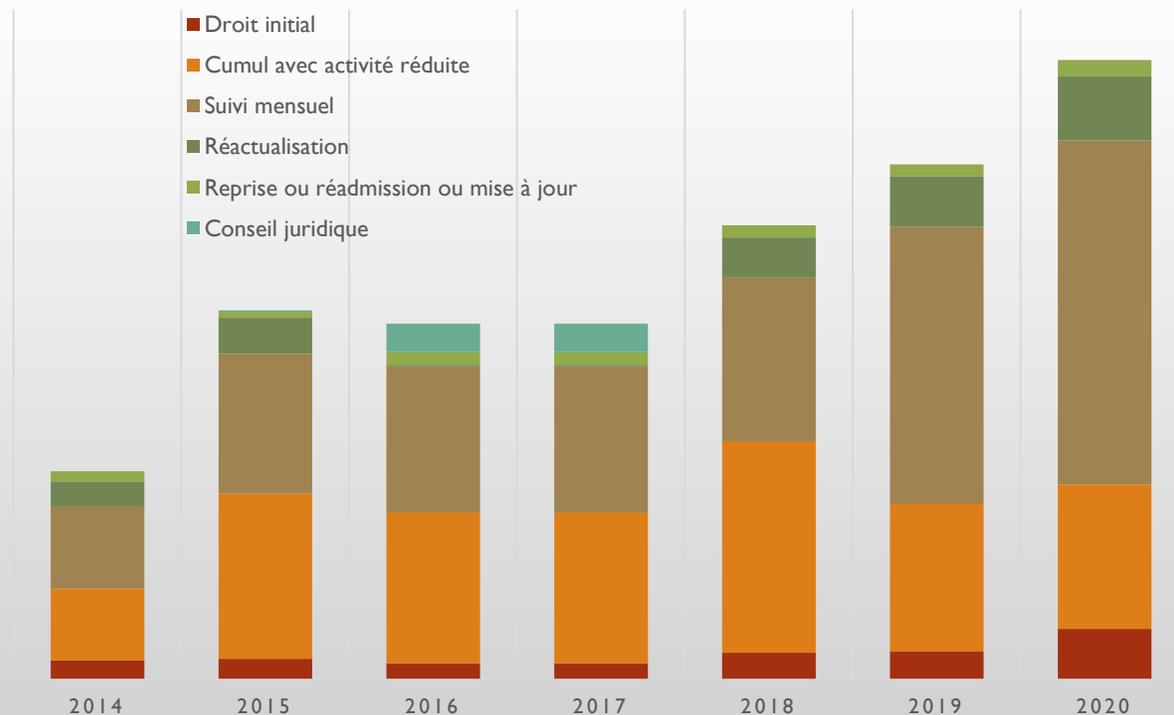
Nombre de contrats par bénéficiaire



94% du service repose sur **6** collectivités utilisatrices dont en particulier Angoulême pour 1/3 des contrats. La nouvelle offre de service et sa promotion vise à attirer de nouveaux bénéficiaires hors aggro grâce à la constitution d'une CVthèque diversifiée.

ALLOCATIONS CHÔMAGE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Droit initial	13	14	11	11	18	19	34
Cumul avec activité réduite	48	111	101	101	142	99	97
Suivi mensuel	55	94	98	98	110	186	231
Réactualisation	17	24	1	1	27	34	43
Reprise ou réadmission ou mise à jour	7	4	9	9	8	8	11
Conseil juridique	0	1	19	19	0	0	0
Total	140	248	239	239	305	346	416



Le service mutualisé du **CDG 17** effectuée pour le compte de 21 CDG, la mission de **calcul des allocations chômage** pour le personnel des collectivités et établissements publics affiliés. Les instructions sont en augmentations continue.

	Nombre	Coût unitaire	Total
Droit d'adhésion forfaitaire annuel	1	600 €	600 €
Droit initial	34	150 €	5 100 €
Cumul avec activité réduite	97	37 €	3 589 €
Suivi mensuel	231	14 €	3 234 €
Réactualisation	43	20 €	860 €
Reprise ou réadmission ou mise à jour	11	58 €	638 €
Conseil juridique	0	15 €	0 €
TOTAL	416		14 021 €

par rapport à 2019
+ 29%

Ce service est financé au travers de la cotisation obligatoire additionnelle.

Contrat Groupe Assurance des risques statutaires

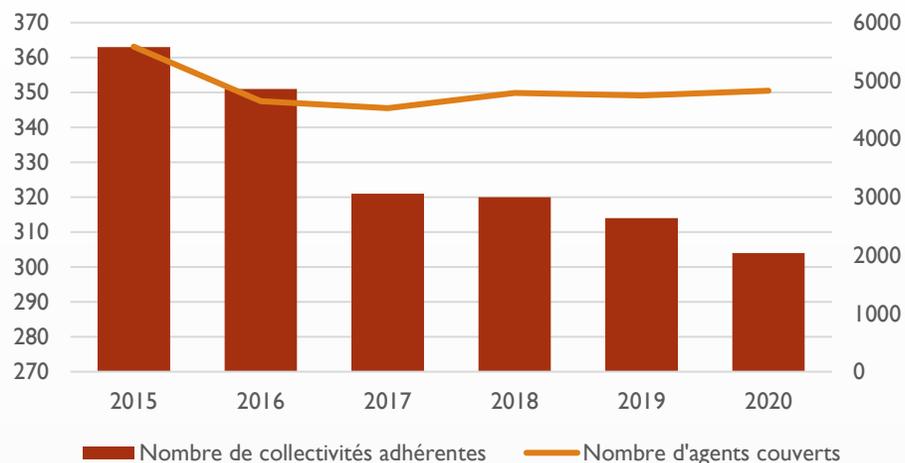
(**G**uylène **PAULIAC**)

Emmanuel **CAILLON**

Nathalie **GARDAIS**

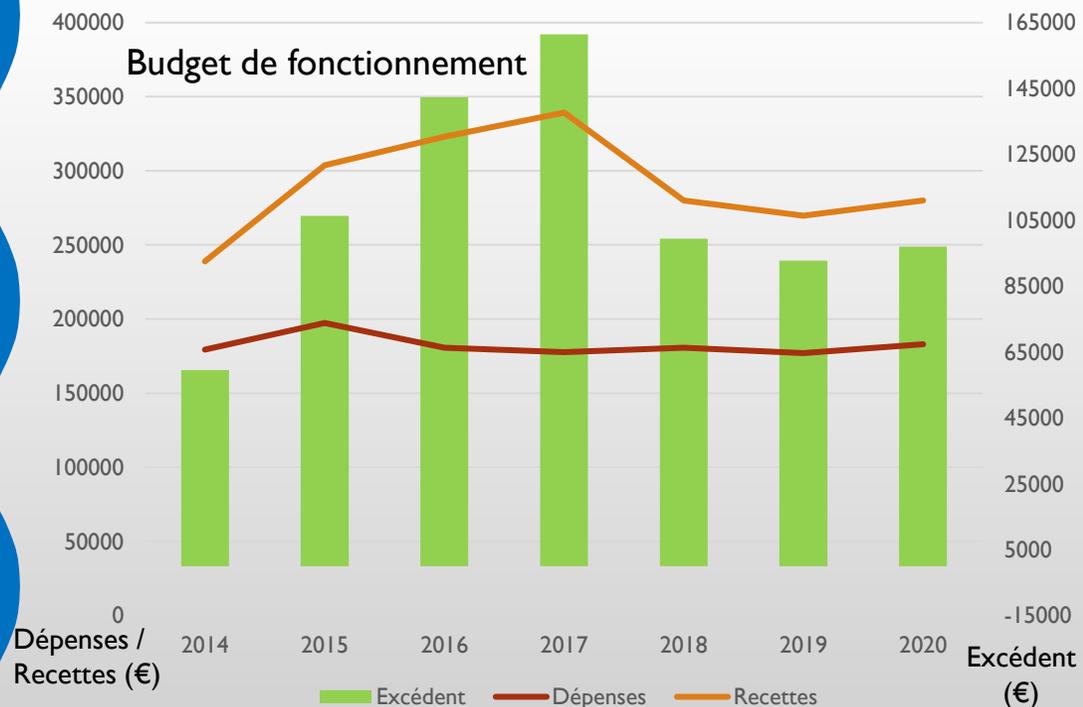
Margaux **JORET**

ASSURANCE

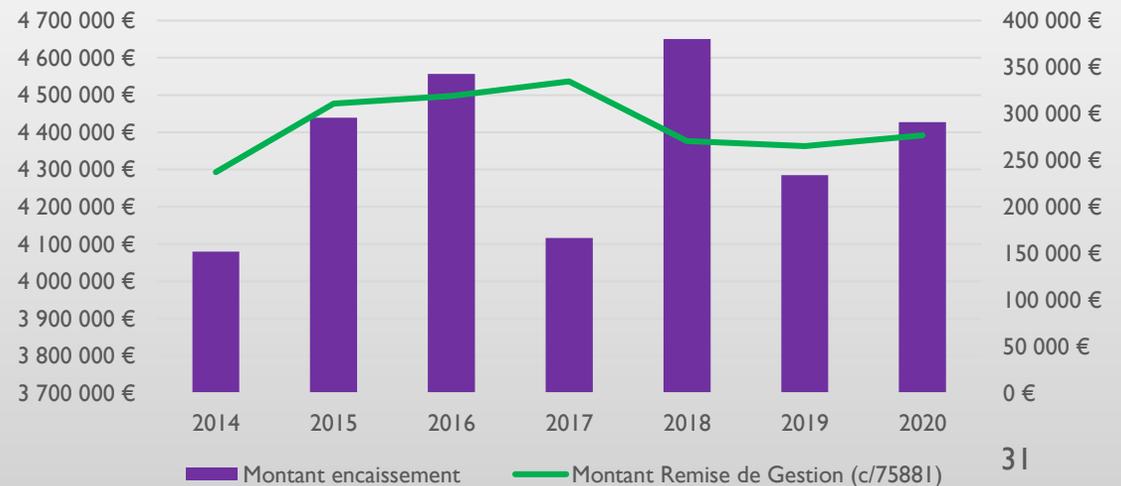


	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CONTRAT CNRACL						
Nombre de collectivités adhérentes	350	344	313	317	305	288
Nombre d'agents couverts	4701	3725	3716	3874	3816	3863
CONTRAT IRCANTEC +/- 150 heures						
Nombre de collectivités adhérentes	236	223	197	208	207	207
Nombre d'agents couverts	888	923	815	918	932	965

Durant l'année 2020, le marché a été remis en concurrence pour la période 2021-2024. La campagne de collecte des mandats et la procédure ont mobilisé le service dont la responsable est, en outre, partie en disponibilité. La revalorisation des conditions de garantie par l'assureur a amené certaines collectivités à se retirer. Le nouveau contrat a été attribué au groupement SOFAXIS/CNP. 294 collectivités ont adhéré au 1^{er} janvier 2021. Les collectivités jusqu'à 30 agents peuvent adhérer en cours de contrat.



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Montant encaissement	4 079 940 €	4 438 971 €	4 556 456 €	4 116 176 €	4 650 205 €	4 285 021 €	4 427 204 €
Montant Remise de Gestion (c/75881)	237 173 €	310 728 €	318 952 €	334 576 €	270 721 €	265 273 €	276 889 €



Emploi – F.M.P.E.

Concours –

**Secrétaires de
Mairie**

Remplaçantes

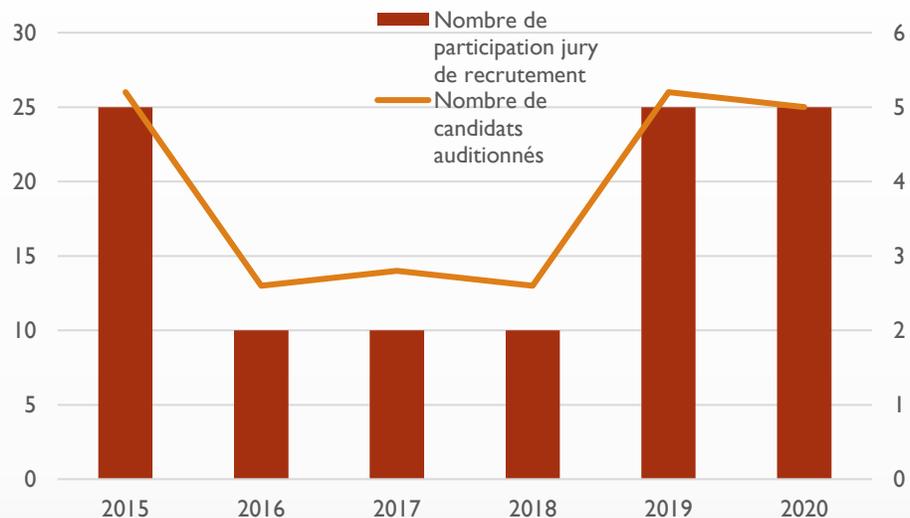
Itinérantes –

Armelle ANDRIEUX

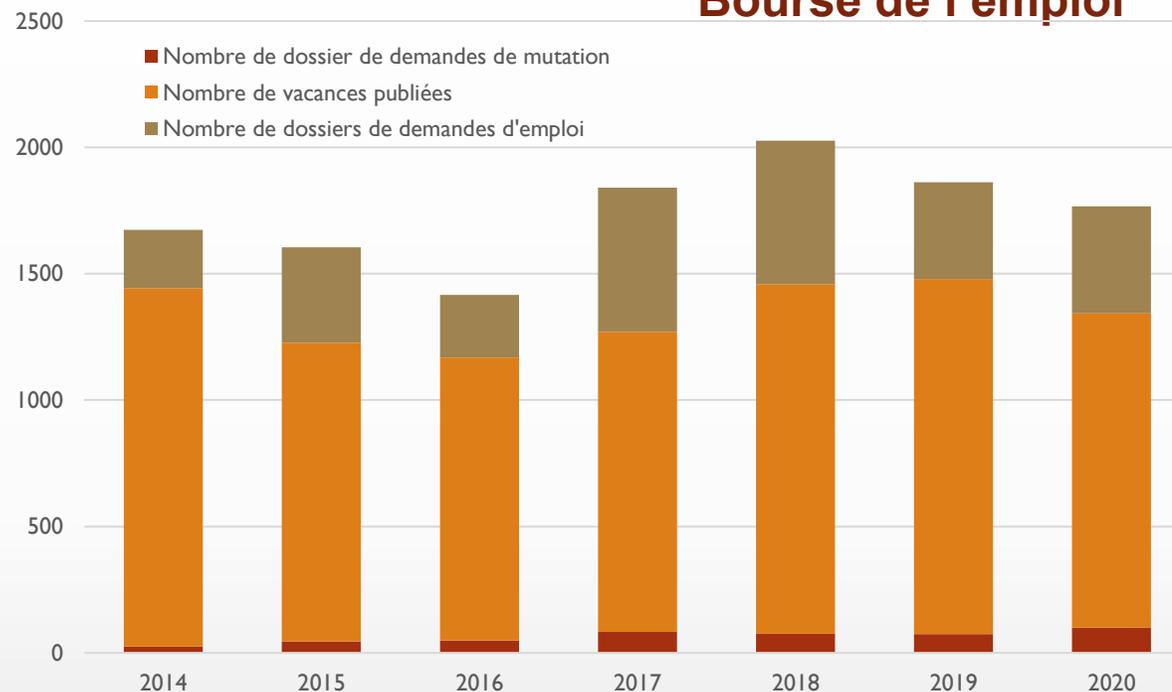
Chelsea FORESTIER

EMPLOI

Recrutement



Bourse de l'emploi



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de dossier de demandes de mutation	25	45	49	83	75	74	99
Nombre de vacances publiées	1417	1182	1120	1187	1384	1405	1244
Nombre de dossiers de demandes d'emploi	231	377	247	571	568	383	424

Soutenu par

MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique

ORGANISÉ PAR LA PLATE-FORME RÉGIONALE D'APPUI INTERMINISTÉRIEL À LA GRH DE NOUVELLE-AQUITAINE

Salon en ligne Emploi-Mobilité Publiques

ÉLARGISSEZ VOTRE HORIZON PROFESSIONNEL

Retrouvez-vous sur <https://salonemploi-nouvelle-aquitaine.fonction-publique.souv.fr>

DU 24 AU 27 NOVEMBRE 2020

Participation au Salon en ligne Emploi-Mobilité pour toute la fonction publique.

F.M.P.E.

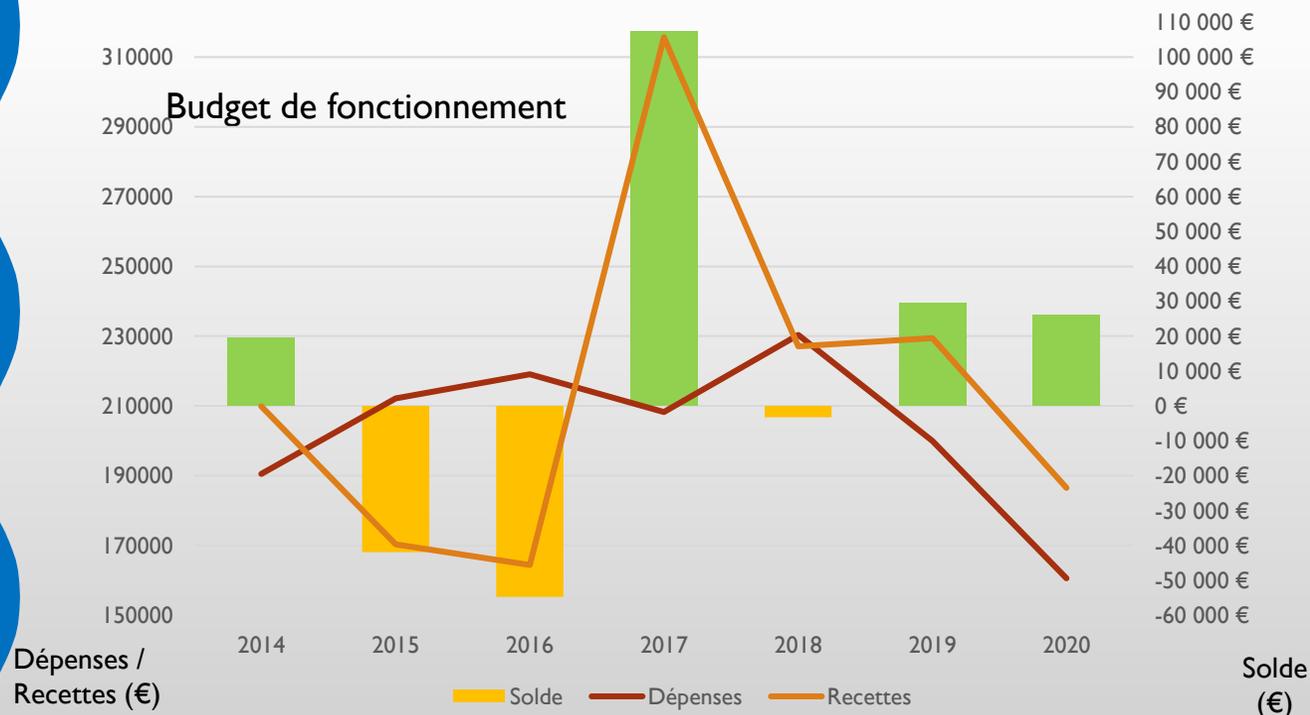
Depuis 2019, il n'y a plus de fonctionnaire momentanément privé d'emploi pris en charge par le CDG 16.

CONCOURS

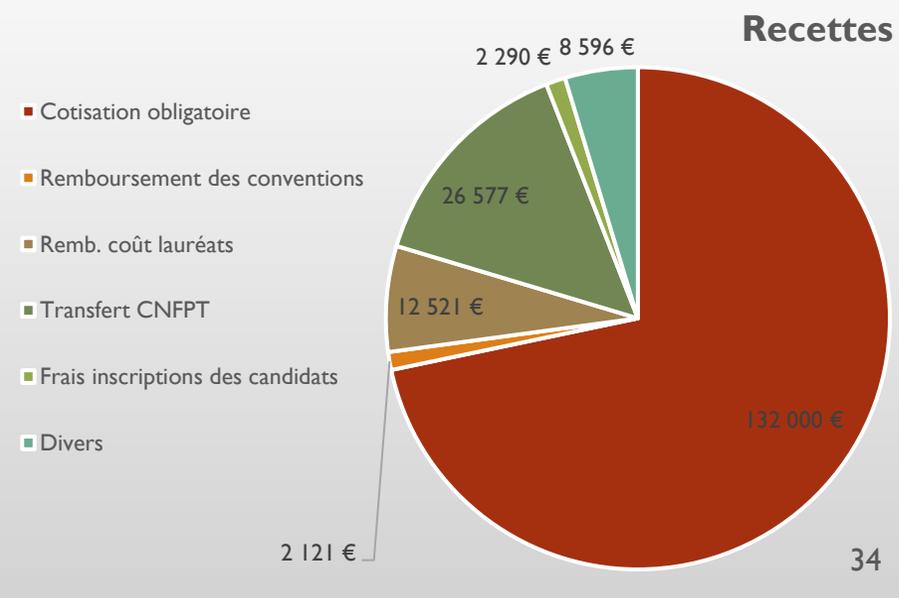
13 Examens Professionnels (6 en 2019) ont fait l'objet d'un conventionnement avec d'autres CDG.

17 Concours (18 en 2019) ont fait l'objet d'un conventionnement avec 18 autres CDG.

Organisés par le CDG 16	NOMBRE DE CANDIDATS				NOMBRE D'INSCRITS SUR LISTE D'APTITUDE	
	Inscrits		Présents		Externes	Internes
	Externes	Internes	Externes	Internes		
Concours d'Adjoint technique principal de 2ème classe	27	42	19	34	13	17
Concours de Technicien territorial	91	144	REPORTÉ			
Examen prof. d'Adjoint technique principal de 2ème classe	6		4			

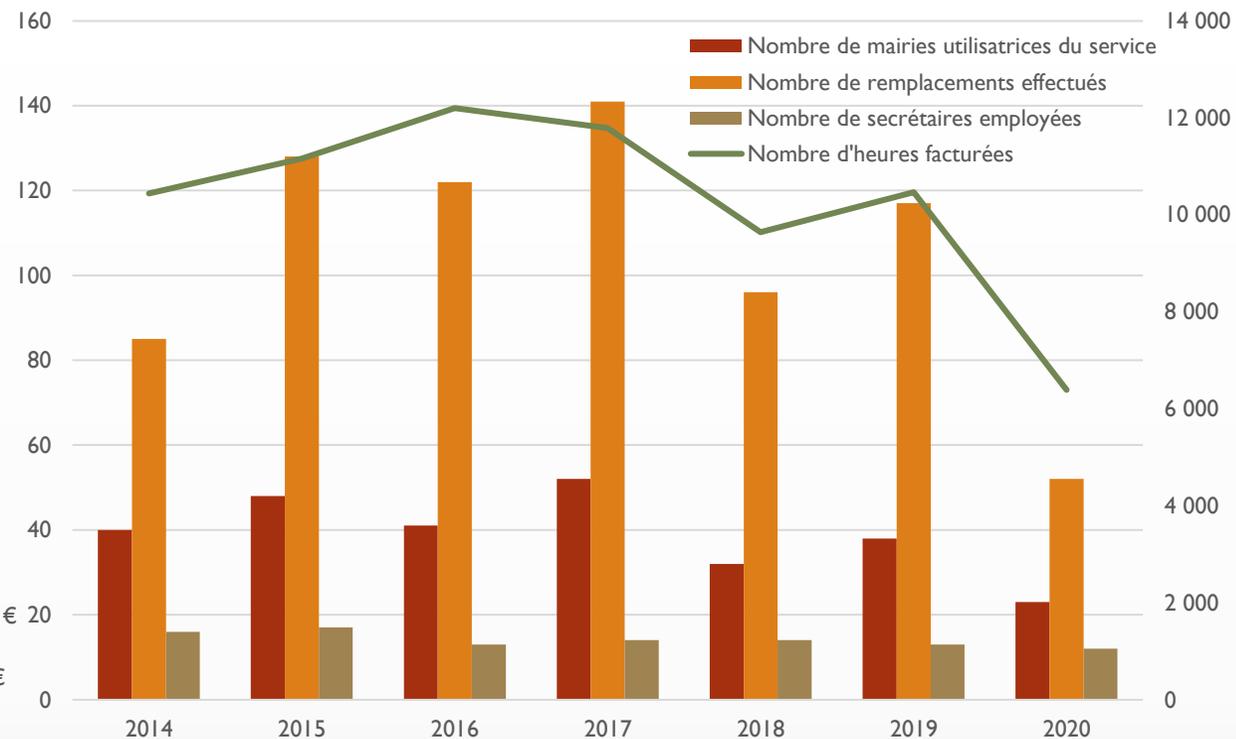


Les variations très importantes de recettes entre exercices s'expliquent par le décalage pouvant se produire sur les refacturations entre CDG.

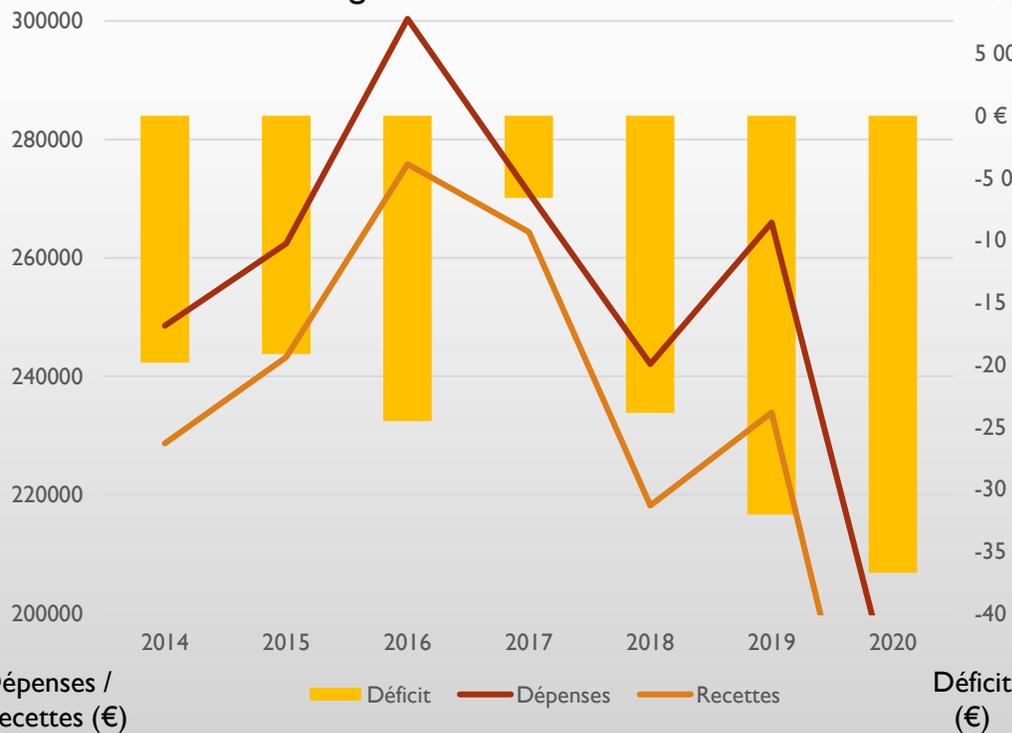


S.M.I.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de mairies utilisatrices du service	40	48	41	52	32	38	23
Nombre de remplacements effectués	85	128	122	141	96	117	52
Nombre de secrétaires employées	16	17	13	14	14	13	12
Nombre d'heures facturées	10 441	11 159	12 198	11 785	9 644	10 464	6 387



Budget de fonctionnement



Tout comme le service Interim, ce service est fortement impacté par le 1^{er} confinement.



**Relais C.N.R.A.C.L. –
Comité Médical –
Commission de
Réforme –
C.D.A.S.**

Isabelle DUPEUX

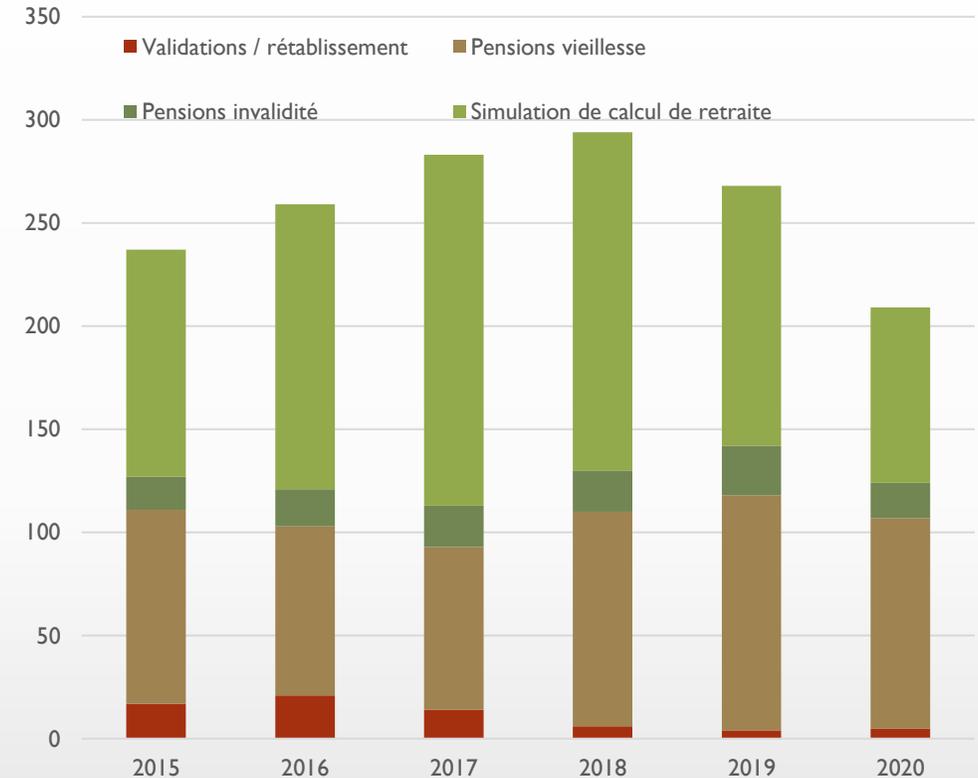
Nathalie GARDAIS

Charlène BOURÈS

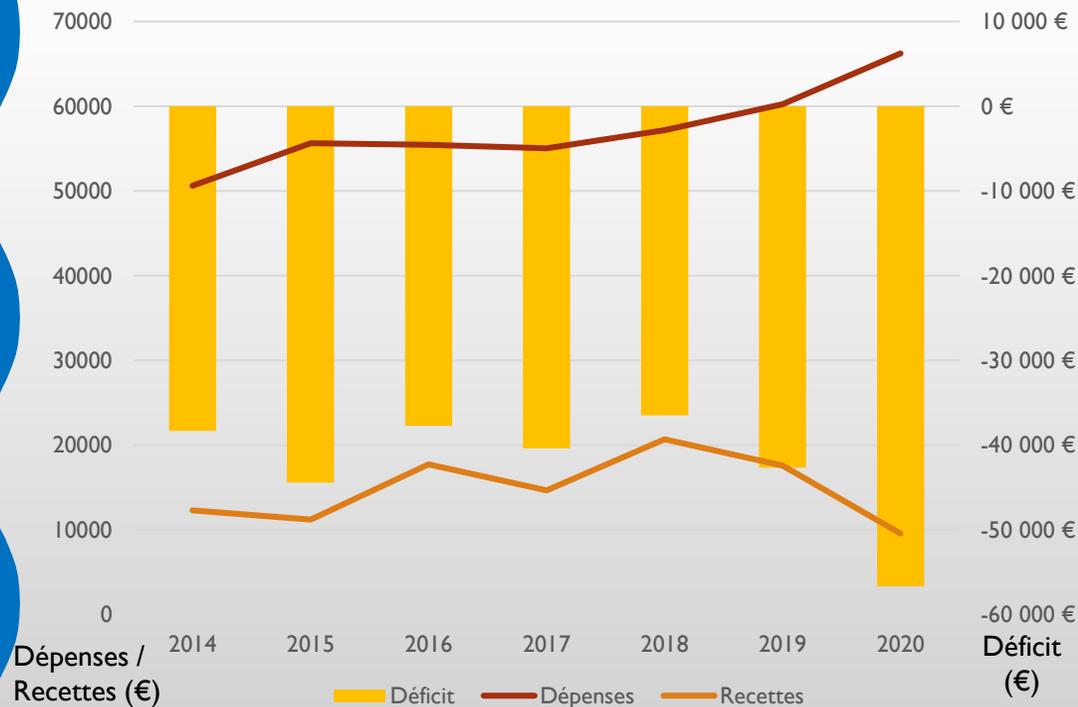
RELAIS C.N.R.A.C.L.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Validations / rétablissement	17	21	14	6	4	5
Pensions vieillesse	94	82	79	104	114	102
Pensions invalidité	16	18	20	20	24	17
Simulation de calcul de retraite	110	138	170	164	126	85

La convention avec la Caisse des Dépôts est renouvelée au 1^{er} janvier 2020 avec de nouvelles conditions financières et obligations pour le CDG.

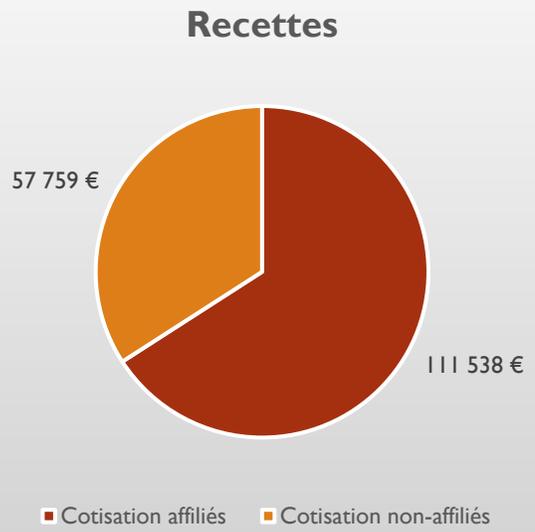
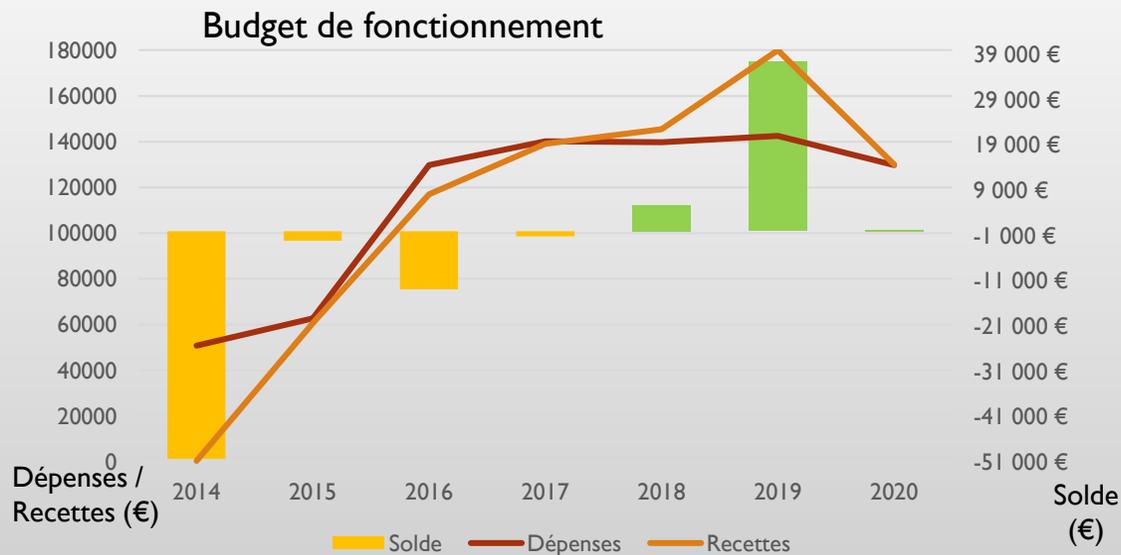
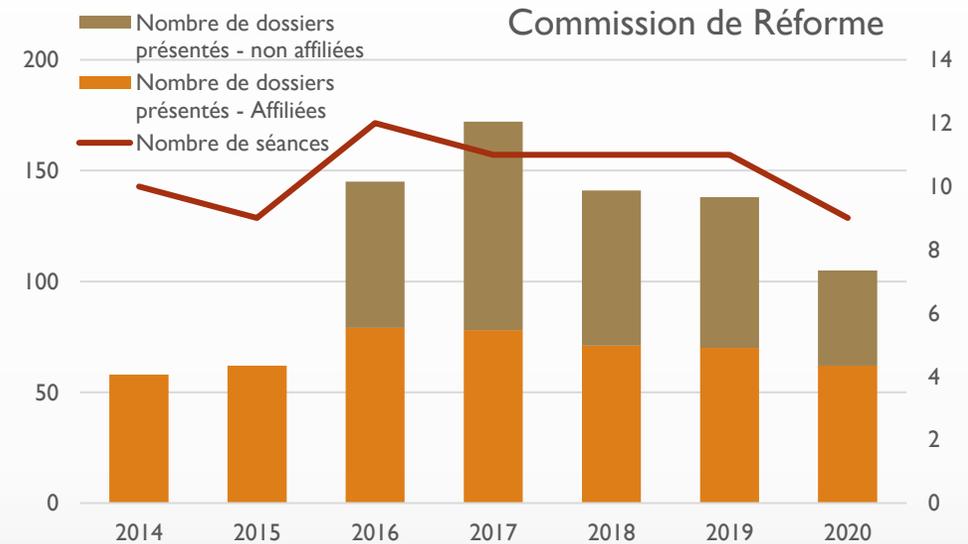
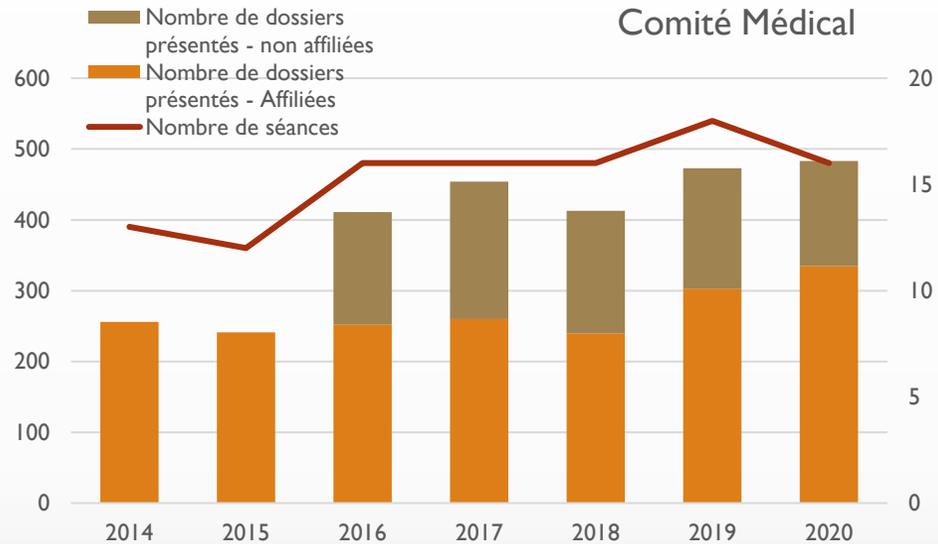


Budget de fonctionnement



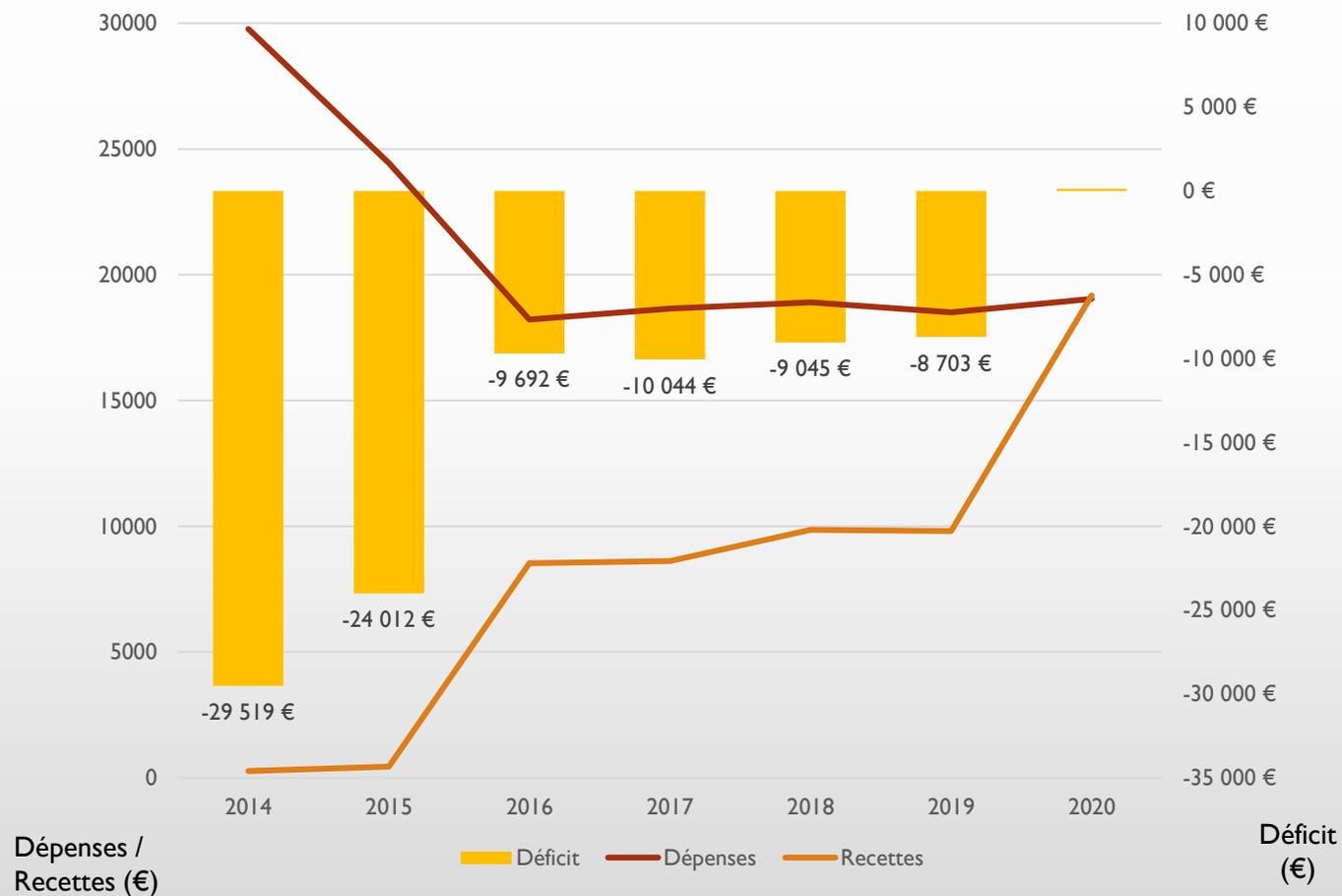
4 réunions d'information des actifs ont été organisées en partenariat avec la CNRACL.
104 agents ont participé.

COMITÉ MÉDICAL / C° RÉFORME



C.D.A.S.

Budget de fonctionnement



63 collectivités
adhérentes
(-7)

492 agents
bénéficiaires
(-98)

Bien que facultatif, ce service est entièrement financé par la cotisation obligatoire de l'ensemble des collectivités affiliées.

Santé – Prévention des risques – CIMETH – Diététique

Dr. Gaëlle ROBLET

Dr. Danilo FONTANELLA

Dr. Christophe JAMMET

Dr. Frédérique TAUPIGNON

Ghislaine LANGLET

Maryline MEUNIER

Véronique BORDRON

Clément DEHARVENGT

(Pierre VICTORIN)

Elodie CAVROT

Josiane BEBIEN

Elsa MANANT

SANTÉ - PRÉVENTION

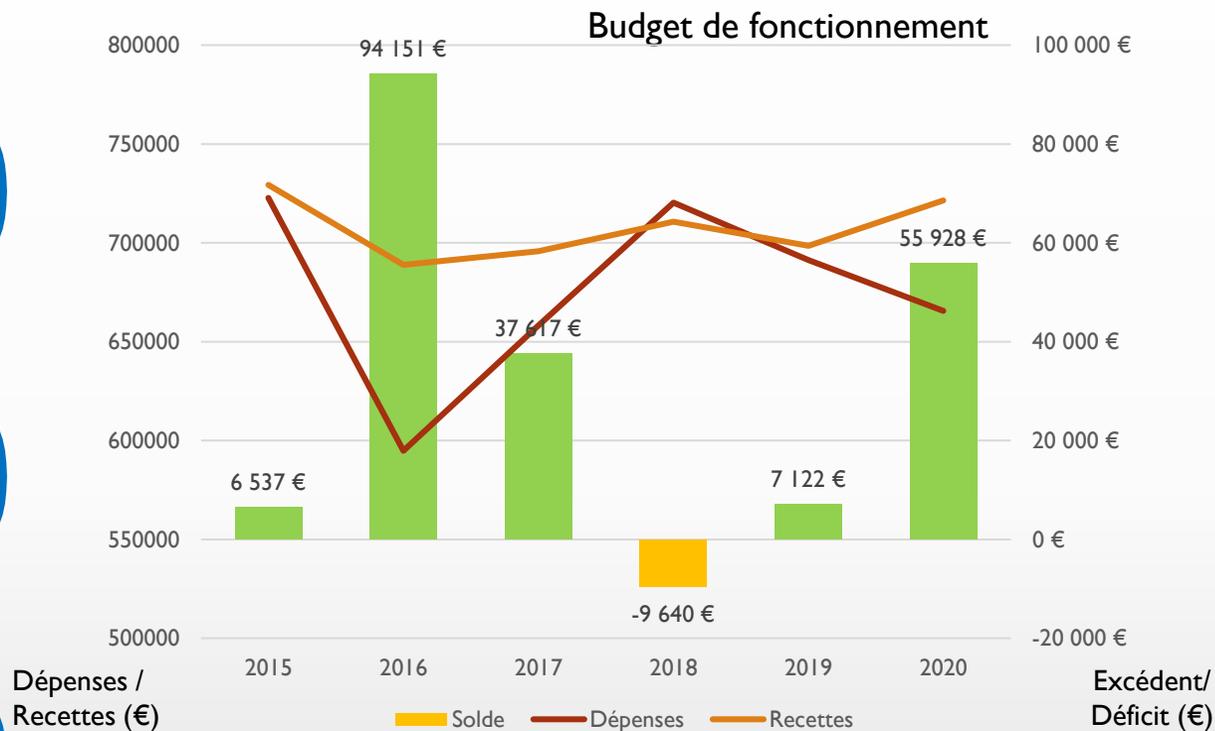
Médecine

Au 31 Décembre : **483** collectivités et établissements sont suivis par le service, soit près de **10 800** agents.

Les effectifs médecins du service ont évolué :
Depuis le 18 mars 2020, le service est renforcé par un 4^{ème} médecin portant l'effectif à 2,86 ETP.

Préventeur

	2018	2019	2020
Fiches PHS	2	11	15
Réunions coopération Régionale	0	3	4
Réunions d'information et de sensibilisation	17	9	6
Participations CHSCT	12	17	18
Visites d'Inspection	4	29	4
Rapports d'inspection	3	29	3
Plans de prévention	4	5	4
Rencontres sécurité	14	5	2
Journées d'information		4	2
Formations assistants de prévention (CNFPT)		2	2
Bulletins d'information	3	4	4



- 29 novembre : Les R.P.S.
- 8 décembre : Le risque chimique

29 collectivités ont participé (41 personnes)

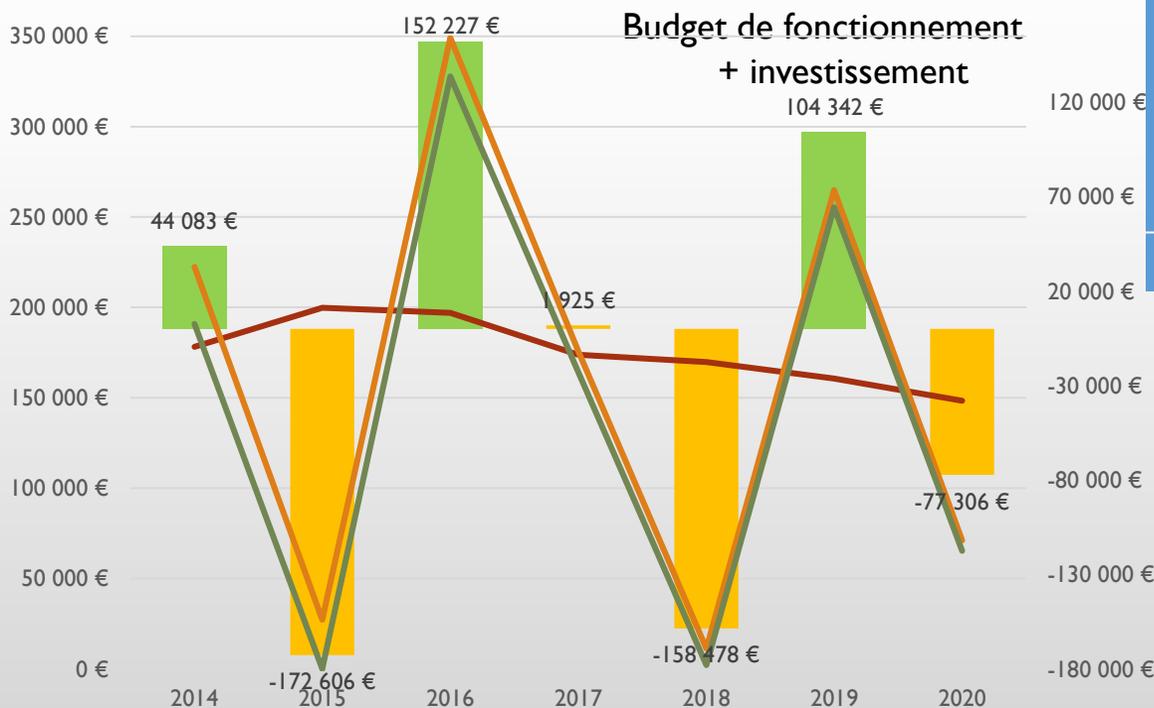
C.I.M.E.T.H.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Subvention FIPFHP	190 782 €	106 €	327 726 €	164 199 €	2 167 €	255 342 €	65 300 €

L'équilibre du service est très fluctuant selon les périodicités de versement de la subvention du FIPFHP sous forme d'acomptes et de solde.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de dossiers agents ouverts	182	93	113	91	76	136	86
Nombre d'entretiens individuels réalisés	106	152	105	70	67	31	35
Nombre de sensibilisations	117	116	53	133	43		
Nombre de visites de postes	93	56	76	46	47	37	29
Nombre de dossiers de financement	224	67	86	85	94	80	70

Le **CDG 16** a signé sa première convention avec le FIPFHP en 2009. La 4ème est en cours, pour une durée de 3 ans, du **1er janvier 2019 au 31 décembre 2021**.



	Niveau d'intervention	Objectif	2019	2020	2021	Total	%
Favoriser le maintien dans l'emploi et le reclassement	Etude de poste avec aménagement	20	16	31	23	70	350%
	Etude de poste avec aménagement complexe	40	3	22	35	60	150%
	Etude de poste avec aménagement et action complémentaires (sensibilisation, médiation, etc)	40	4	13	12	29	73%
	Reconversion ou reclassement professionnel	3	1	2	7	10	333%
Total		140 000 €	19 900€	69 700 €	91 500 €	181 100 €	

La crise et mesures sanitaires ont rendu les collectivités frileuses à recevoir des stagiaires et réduit le nombre de visites médicales et de terrain.

Entre 2019 et 2020, les modalités de décompte des niveaux d'intervention ont été modifiées par le FIPFHP, entre dossiers ouverts et dossiers fermés.

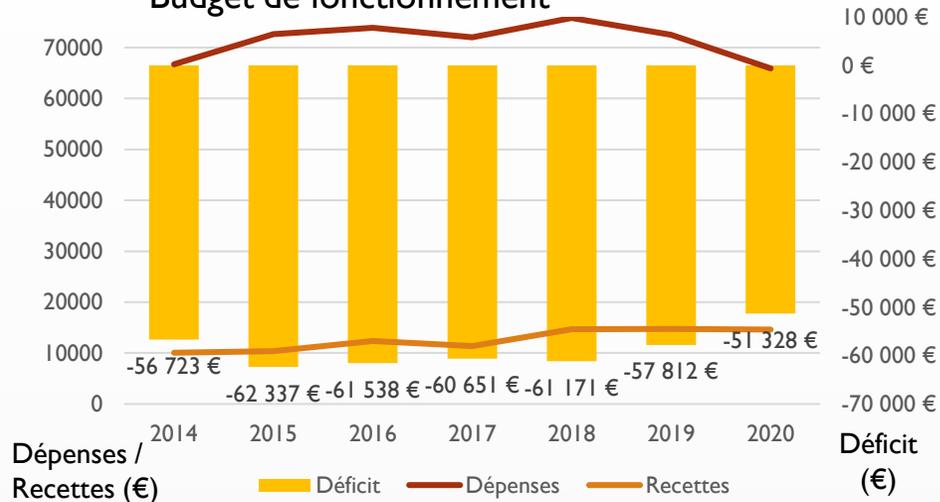
Les objectifs liés à l'insertion sont difficiles à atteindre dans le contexte actuel (10 contrats à conclure).

Dépenses / Recettes (€) Déficit Dépenses Recettes Subvention FIPFHP

Déficit/Excédent (€)

DIÉTÉTIQUE

Budget de fonctionnement

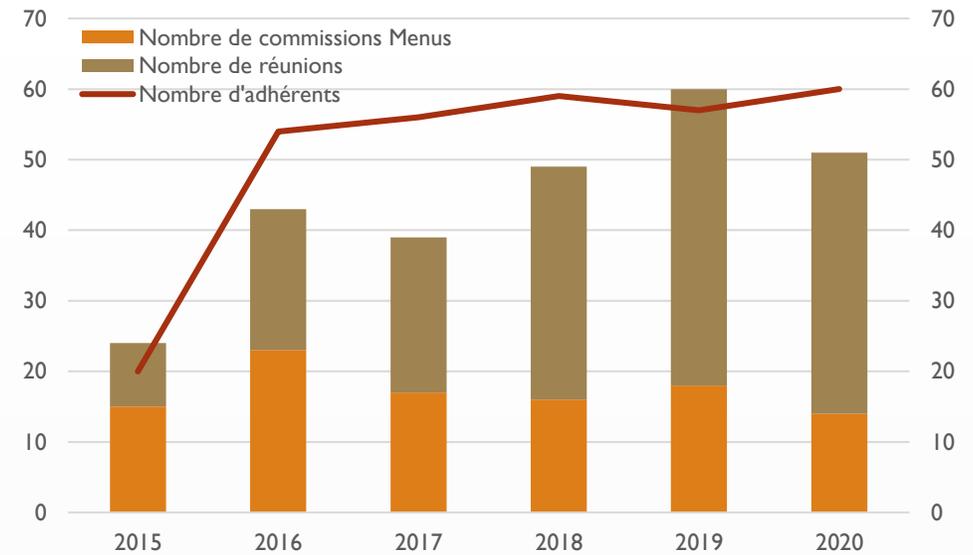


La diminution globale des charges courantes du CDG participe de la réduction conjoncturelle du déficit du service.

Le CCAS de Fléac a finalisé son **Plan de Maîtrise Sanitaire** débuté en 2019 (10 jours d'accompagnement au total).
La ville de Gond-Pontouvre a entamé son dossier d'agrément (34h30 d'accompagnement).

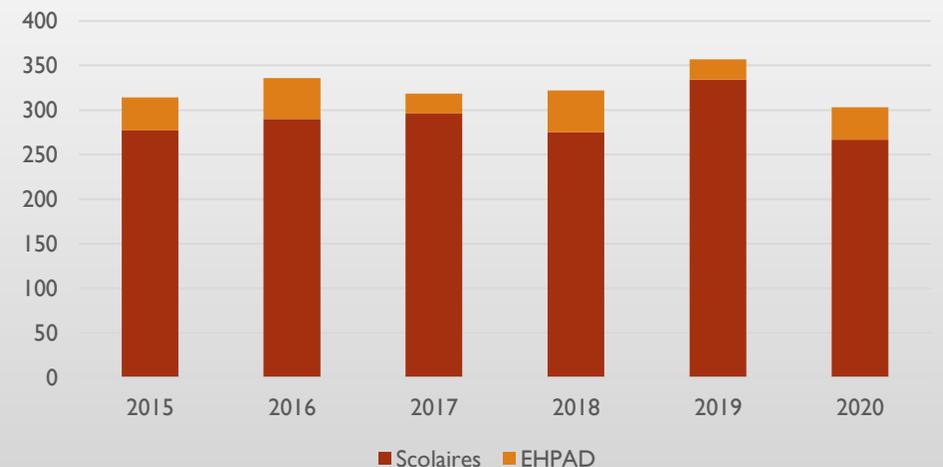


Autres activités : 2 bulletins nutritionnels ; réunion annuelle « rappel des principes de l'équilibre alimentaire ; diffusion d'un guide utilisateur du tableur EGAlim ; création d'un document spécial « Restauration collective et mesures COVID-19 » ; création de documents divers pour simplifier le suivi par les collectivités ; aide à la passation d'un marché public ; formations ; prolongation des conventions ; facturation...



La crise sanitaire génère une légère diminution des prestations, l'annulation de plusieurs réunions. Pour autant le service a été maintenu. Les impacts sont plus préoccupants pour les EHPAD, où le COVID a interrompu des organisations qui étaient en train de se mettre en place sur le long terme.

Nombre de mois de menus validés



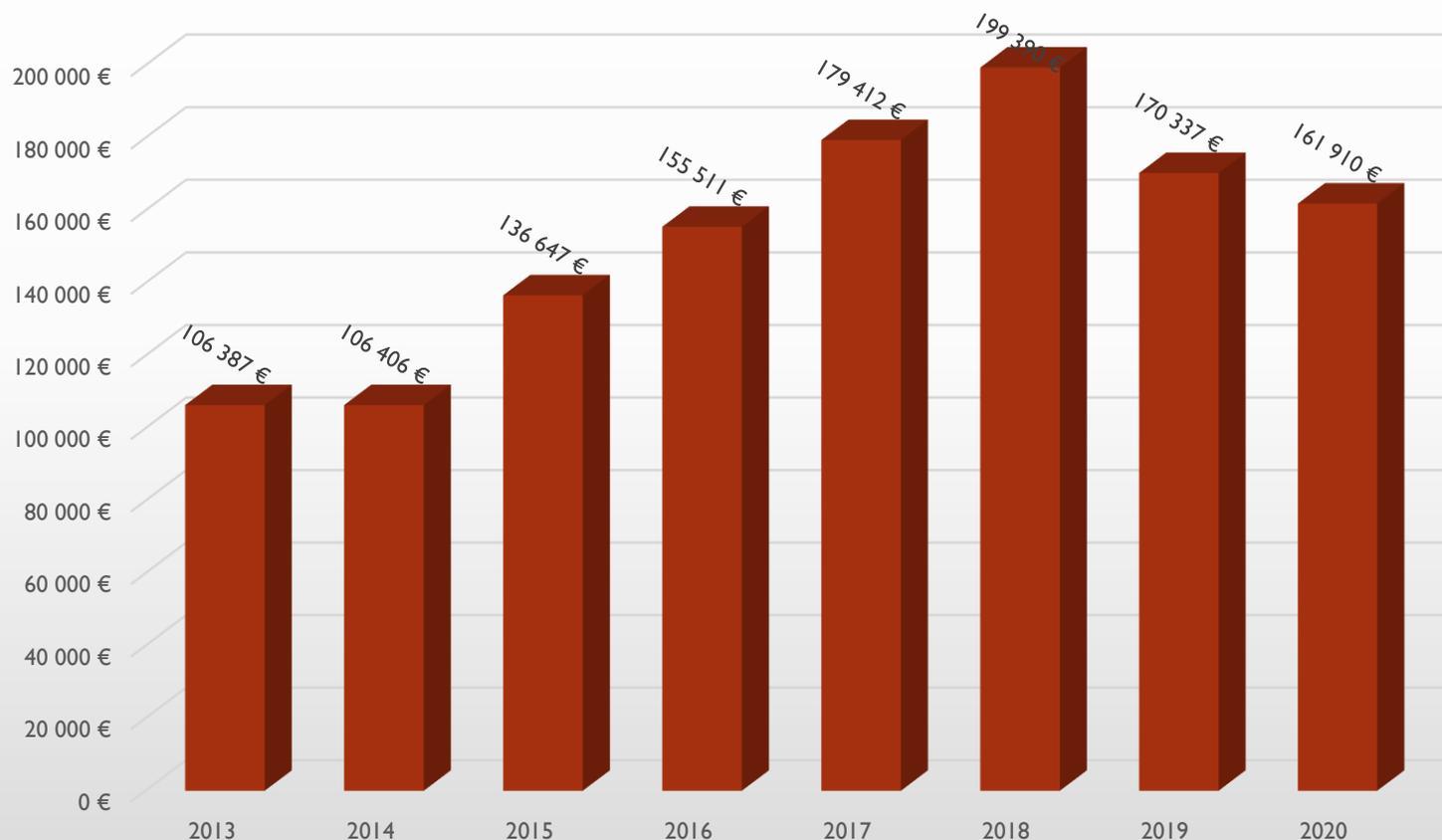
Comptabilité –
Cotisations –
Informatique –
Activité syndicale

Françoise MICHEL

(Charlène BOURÈS)

ACTIVITÉ SYNDICALE

Remboursements



NB : Les retards de transmission des demandes de la part des agents et/ou collectivités peuvent entraîner des décalages d'exercices.

Le confinement a, ici encore, un impact en infléchissant les demandes de DAS.

Le Décret n°2014-1624 du 24 décembre 2014 modifiant le décret n°85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la FPT a considérablement accru le nombre d'heures contingentées, en modifiant les règles de calcul, sans compensation financière pour les CDG.

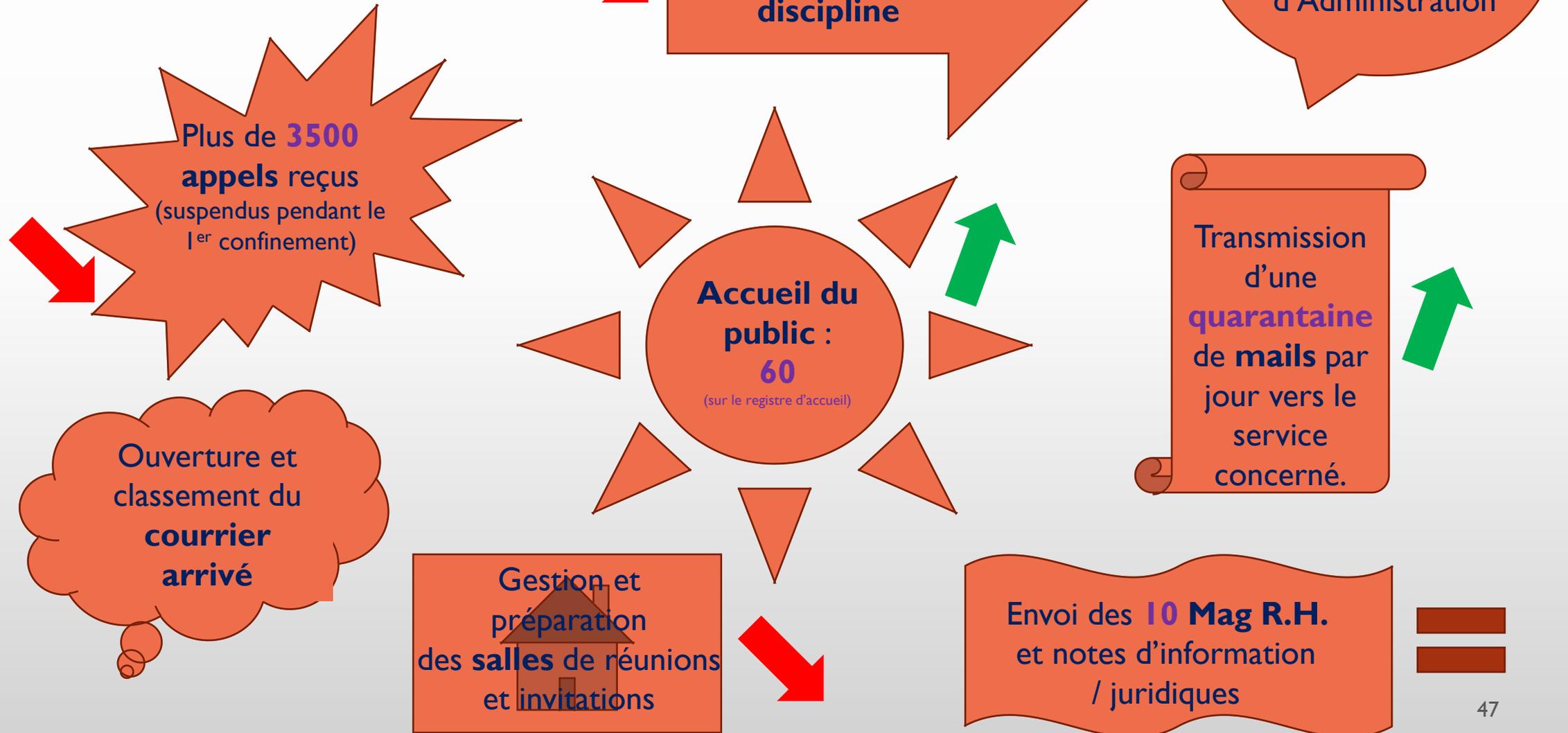
Cette mesure explique l'augmentation continue des remboursements opérés depuis 2015, eux-mêmes financés par la cotisation obligatoire plafonnée à 0,8% de la masse salariale des collectivités affiliées.

Secrétariat – Accueil

Stéphanie PLUYAUD

Manelle BETTAYEB

ACCUEIL – SECRETARIAT



Entretien

Valérie NOUVON

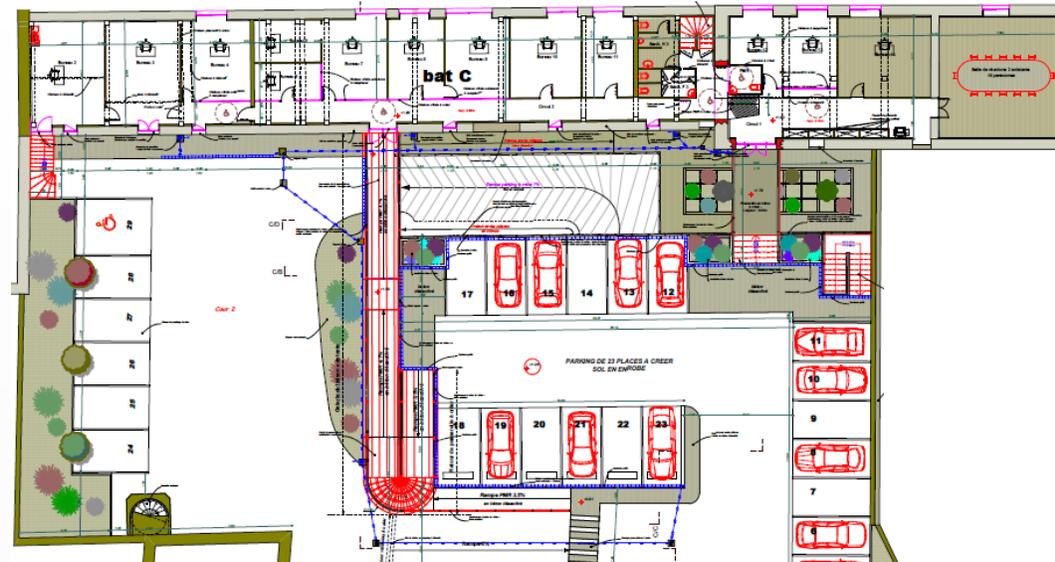
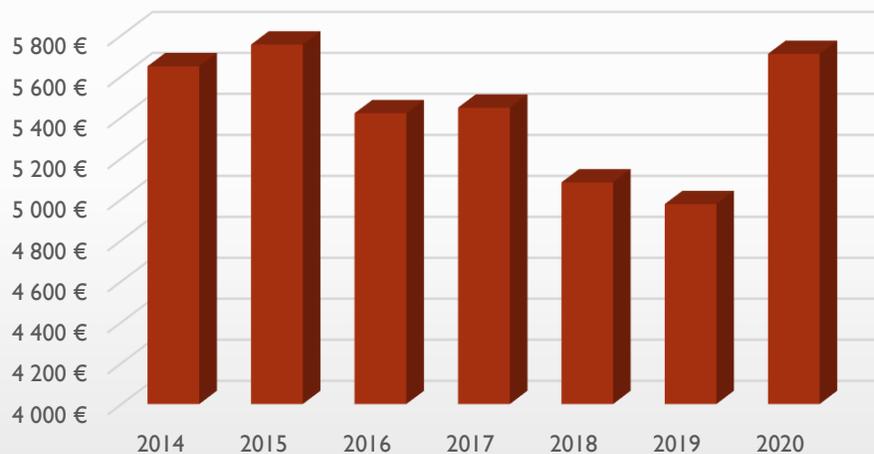
Martine CAUTE

Patricia RENDU

ENTRETIEN

Env. **1705 m²** de surface au sol intérieure

Achat fournitures d'entretien



Bâtiment Principal :	<u>Etage</u> :	15h – 20h x 5 jours / semaine
	<u>RdC</u> :	16h40 – 20h x 5 jours / semaine
Bâtiment annexe :		17h34 – 19h30 x 5 jours / semaine

Direction Générale

Laurent CORNEIL

Martine LANDRAUD

DIRECTION GÉNÉRALE

INFORMATION & ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS

Rédaction du «**MAG R.H**» en lien avec le juriste mutualisé, à un rythme mensuel (à l'exception de la période d'été), soit **10 numéros**.

Plusieurs **notes d'information** ont été communiquées, en particulier sur 3 sujets majeurs de l'année :

- **Loi de transformation de la Fonction Publique** : mise à jour des focus, déclinaison des décrets, ordonnances...
- **COVID-19** : importante production documentaire lors du confinement notamment, réponses mails et téléphoniques
- **Lignes Directrices de Gestion** : rédactions de formulaires, guide, lettres d'info, FAQ, conseils du CT, modèles... organisation d'une réunion d'échanges spécifique aux petites collectivités le 16 novembre.

Réunions d'information : malgré le confinement puis les mesures sanitaires contraignantes, **4** réunions d'actualité statutaire ont pu être proposées : le 18 février et le 5 octobre. Près de **160** participants au total.



Organisation des élections du Conseil d'Administration du CDG, le 23 octobre et son Installation le 6 novembre.



Journée de tri et élimination des archives, le 24 septembre



5 octobre 2020

Matinée d'information sur le **télétravail** en partenariat avec l'ATD16.

Participation à la journée d'accueil des nouveaux élus, organisée par l'AMF16, le 12 septembre.



DIRECTION GÉNÉRALE

PROJET D'ÉTABLISSEMENT

La perspective d'un nouveau mandat a été l'occasion pour le CDG de formaliser ses ambitions, ses valeurs, ses orientations, dans un projet partagé avec l'ensemble des agents, une nouvelle direction, une nouvelle présidence, un conseil d'administration renouvelé.

La démarche participative a impliqué tous les agents qui se sont réunis autour de 4 ateliers thématiques et 2 séances plénières (15 réunions) :

- ⇒ L'offre de service
- ⇒ La gestion de la relation usagers
- ⇒ La communication
- ⇒ L'organisation interne

qui ont abouti à une proposition de 40 actions ou projets, priorisés entre 2021 et 2026.

Ce projet est alimenté par la loi de Transformation de la Fonction Publique et les réflexions au niveau régional, notamment avec la conversion de la Charte de Coopération en Schéma Régional de Coordination, de Mutualisation et de Spécialisation (SRCMS) au cours de l'exercice 2021.

En particulier, un diagnostic régional réalisé en 2020 permet d'éclairer les CDG sur les nouvelles attentes des collectivités et établissements affiliés.

Plutôt confortés par la loi du 6 août 2019, les CDG sont néanmoins appelés à se renouveler pour prendre en compte les nouveaux enjeux de la gestion des ressources humaines et à adapter leurs organisations pour mieux harmoniser leurs pratiques et développer leurs services.

Le CDG 16 doit relever ce défi pour exister dans la Nouvelle-Aquitaine et préserver ses relations de proximité et son rôle de solidarité auprès des collectivités et établissements publics de Charente.

Le projet d'établissement a été présenté au Conseil d'Administration du 16 décembre 2020.



DIRECTION GÉNÉRALE

COOPÉRATION RÉGIONALE

La coopération régionale des centres de gestion de la région Nouvelle-Aquitaine a engagé une nouvelle dynamique à l'été 2019 visant à renforcer les actions de coopération et à élaborer le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation prévu dans la loi du 6 août 2019.

Pour ce faire, elle a choisi de se faire accompagner par un cabinet conseil (POLITEIA). Celui-ci a mené 2 enquêtes, auprès d'un panel représentatif de collectivités et d'établissements publics au sein de chaque département, et auprès des agents des centres.

Le résultat a été partagé en comité de suivi des directeurs à Limoges en février et restitué aux Présidents au mois d'octobre.



Bordeaux - 19 février 2020

La voie retenue est celle d'une coopération régionale exemplaire réaffirmée par une ambition qui s'articule autour de 3 rôles non exclusifs :

- Une coopération centre ressources
- Une coopération opératrice de services
- Une coopération animatrice et incubatrice.

L'adoption du SRCMS a toutefois dû être reportée au mois de juin 2021. Dans l'attente, la charte de coopération a été prolongée.

En parallèle, les travaux de création d'un service mutualisé concours et examens professionnels dont le siège est au CDG33, ont été finalisés. Le CDG 16, au même titre que 7 autres CDG a choisi d'adhérer à ce service commun au 1^{er} janvier 2021. Les projections financières permettent d'envisager de significatives économies d'échelle, notamment en terme de masse salariale, tout en maintenant des centres d'examens délocalisés. La perspective d'adhésion des 4 autres Centres au 1^{er} janvier 2022 est également ouverte.

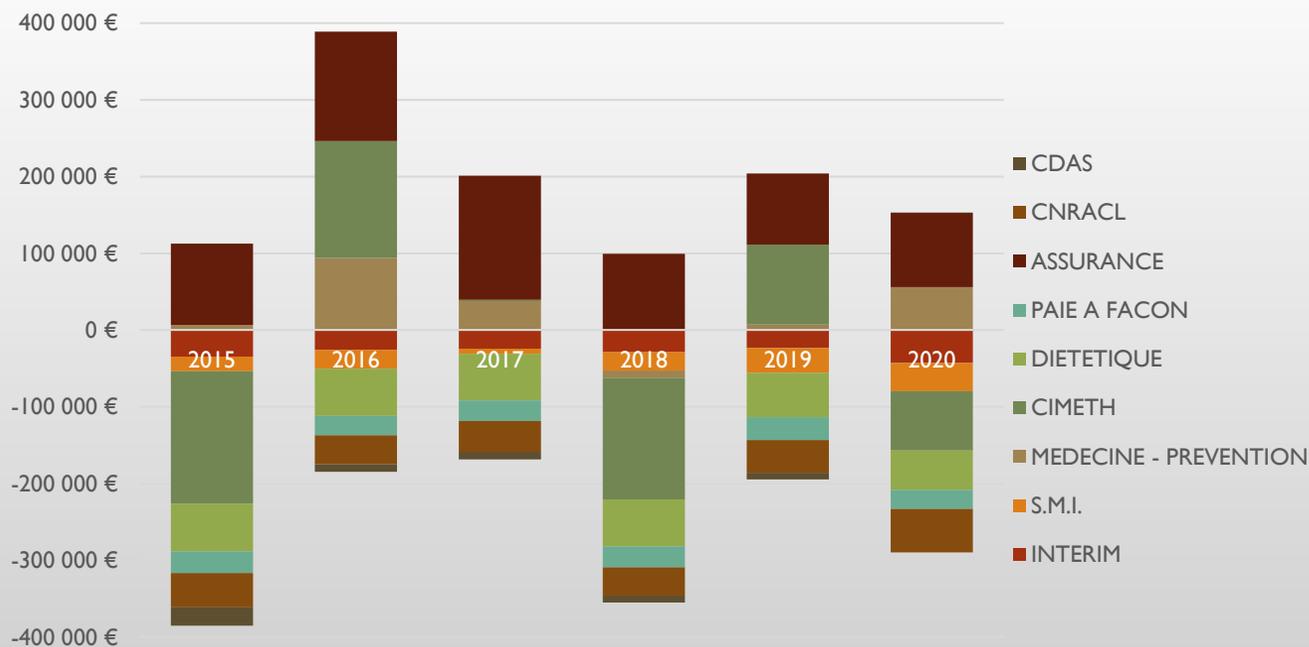
Les agents du CDG16 actuellement employés sur les missions concours (1,4 ETP) seront progressivement redéployés sur d'autres missions, notamment la création d'un service de Conseil en Evolution Professionnelle.

D'autre part, le partage d'un poste entre les CDG 16, 24 et 47 pour l'expertise juridique et la production documentaire va être étendue au 1^{er} janvier 2021 à 4 nouveaux CDG, autour de 3 ETP mutualisés.

Enfin un règlement et un plan de formation mutualisés ont été élaborés et adoptés par le C.A. en décembre.

SYNTHÈSE

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
INTERIM	-34 457 €	-25 768 €	-24 445 €	-28 767 €	-23 556 €	-42 917 €
S.M.I.	-19 165 €	-24 554 €	-6 597 €	-23 884 €	-32 076 €	-36 745 €
MEDECINE - PREVENTION	6 537 €	94 151 €	37 617 €	-9 640 €	7 122 €	55 928 €
CIMETH	-172 606 €	152 227 €	1 925 €	-158 478 €	104 342 €	-77 306 €
DIETETIQUE	-62 337 €	-61 538 €	-60 651 €	-61 171 €	-57 812 €	-51 328 €
PAIE A FACON	-28 232 €	-25 410 €	-26 734 €	-27 517 €	-29 906 €	-24 809 €
ASSURANCE	106 293 €	142 357 €	161 430 €	99 385 €	92 755 €	96 996 €
CNRACL	-44 417 €	-37 710 €	-40 369 €	-36 484 €	-42 659 €	-56 655 €
CDAS	-24 012 €	-9 692 €	-10 044 €	-9 045 €	-8 703 €	131 €
TOTAL	-272 396 €	204 063 €	32 132 €	-255 601 €	9 507 €	-136 707 €



Pour l'exercice 2020, l'addition des missions optionnelles est nettement **déficitaire**. Seulement 2 services portent les ressources, tandis que 6 autres sont en déséquilibre.

Le déficit de la CIMETH est conjoncturel, car lié aux versements erratiques des acomptes et soldes de subventions.

Le COVID pèse principalement sur les services Intérim/S.M.I.

Le relais CNRACL est pénalisé par le décalage des paiements sur l'exercice 2021.



PERSPECTIVES...

EXERCICE 2021

PERSPECTIVES



L'année 2021 voit la mise en place d'une nouvelle organisation des services et la mise en œuvre du projet d'établissement.

Le premier semestre constitue une période transitoire :

- sur le plan **humain** : recrutements, mobilités, formations...
- sur le plan **technique** : déploiement des nouveaux outils logiciels (CIVIL R.H., Portail Net-CDG, ...)
- sur le plan **organisationnel** : préparation à la nouvelle relation usagers (déménagements, communication...)
- sur le plan **fonctionnel** : réflexion sur l'offre de services (Prévention, C.E.P., conseil en organisation, archives...)

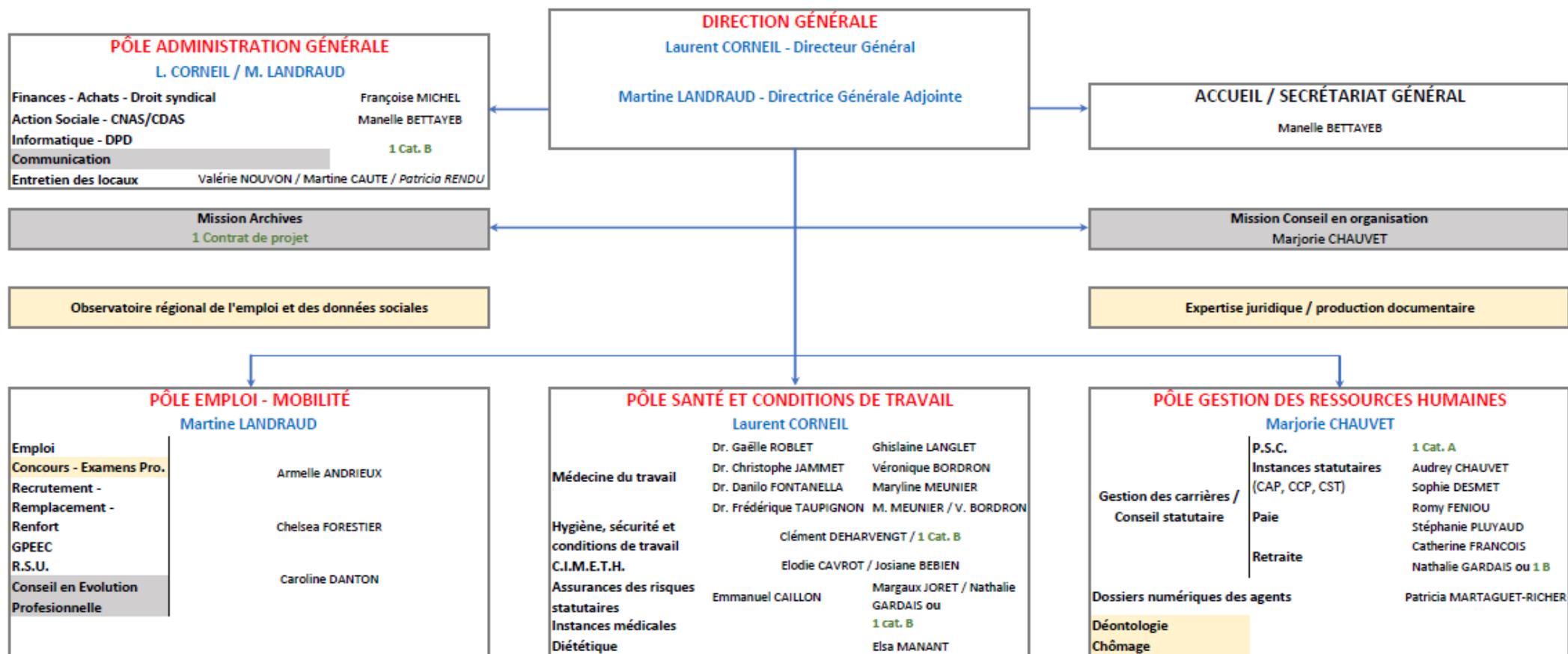
Au niveau régional, le **Schéma de coopération** doit être adopté au tout début de l'été.

Le second semestre permettra de recalibrer la comptabilité analytique du Centre en vue de valider sa **stratégie financière**, au regard du projet d'établissement pour le mandat, sur les bases d'un équilibre à ce jour fragile.

UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR UN PROJET COLLECTIF



ORGANIGRAMME CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA CHARENTE



à créer

mutualisé

GLOSSAIRE



ACFI	Agent Chargé des Fonctions d'Inspection
AMF	Association des Maires de France
ATD	Agence Technique Départementale
B.P.	Budget Primitif
BOE	Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi
C.A.	Compte Administratif
CA	Conseil d'Administration
CAF	Capacité d'Auto-Financement
CAP	Commission Administrative Paritaire
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCP	Commission Consultative Paritaire
CDAS	Comité Départemental d'Action Sociales
CDC	Communauté de Communes
CDG	Centre de Gestion
CDI	Contrat à Durée Indéterminé
CET	Compte Epargne Temps
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CGT	Confédération Générale du Travail
CHSCT	Comité Hygiène Santé et Conditions de Travail
CIAS	Centre Intercommunal d'Action Sociale
CIMETH	Cellule d'Insertion et de Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés
CITIS	Congé pour Incapacité Temporaire Imputable au Service
CM	Comité Médical
CNAS	Comité National d'Action Sociale
CNFPT	Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale
CNRACL	Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales
CR	Commission de Réforme
CRD	Capital Restant Dû
CST	Comité Sociale Territorial

CT	Comité Technique
DPD	Délégué à la Protection des Données
EESI	École européenne supérieure de l'image
EP	Etablissement Public
ETP	Equivalent Temps Plein
FCTVA	Fond de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée
FIPHFP	Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans le Fonction Publique
FMPE	Fonctionnaire Momentanément Privé d'Emploi
FO	Force Ouvrière
GPEEC	Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences
GVT	Glissement Vieillesse Technicité
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques
LDG	Lignes Directrices de Gestion
PPCR	Parcours Professionnels Carrières Rémunérations
PPR	Période Préparatoire au Reclassement
PSC	Protection Sociale Complémentaire
RAR	Restes à Réaliser
RGPD	Règlement Général de la Protection des Données
RH	Ressources Humaines
RIFSEEP	Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
RPS	Risques Psycho-Sociaux
RQTH	Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé
SAFPT	Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale
SIAEP	Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable
SMI	Secrétaire de Mairie Itinérante
SNDGCT	Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales
TFP	Transformation de la Fonction Publique
TMS	Troubles Musculo-Squelettiques
UNSA	Union Nationale des Syndicats Autonomes